

RÉSEAU

Sortir du nucléaire

LA LETTRE D'INFORMATION

Fédération de
650 associations

9, rue Dumenge F-69004 LYON • Tél : 04 78 28 29 22 • Fax : 04 72 07 70 04 • Internet : www.sortirdunucleaire.org

Tous à
Strasbourg
le dimanche
20 octobre
à 13 h

Rendez-vous
devant le
Palais de
l'Europe
(avenue de
l'Europe).

POURQUOI
EN
PRENDRE
POUR
PERPÈTE

?

... QUAND
ON PEUT DIRE
NON À UN
NOUVEAU
PROGRAMME DE
CENTRALES NUCLÉAIRES !!

n° 19 • octobre 2002

PUBLICATION TRIMESTRIELLE

Tirage : 16 000 exemplaires

Agir avec force détermination

ent le gouvernement Raffarin
relancer le programme
léaire français contre l'avis
rité de l'opinion publique ?
du dernier sondage de janvier
mandé par l'Observatoire de
épandant du Ministère de
ont sans ambiguïté : 43,9 %
mes interrogées trouvent plus
nients que d'avantages au
ucléaire (contre 42,3 % de
du nucléaire). Depuis 2000, les
sont passés de 35 % à près de
e peut imaginer que le travail du
û contribuer au moins en
tte progression. Pour l'avenir,
tent un effort en faveur des
: renouvelables, 15,4% en faveur
es nouvelles telles que
ie, les piles à combustible et la
on contre ... seulement 10,2%
tent un effort en faveur du
Ces chiffres parlent d'eux

urrier qui nous était adressé en
Jacques Chirac, candidat à
présidentielle, nous précisait :
sur le renouvellement du parc
s nucléaires devra avoir lieu.
besoins de production
nt pas la nécessité de décision
. Cependant, la France doit
re décision à relativement court
ernant la réalisation d'une tête
r réacteur franco-allemand EPR,
compte des délais nécessaires à
». En juillet, cette dernière
n a été confirmée par le
e l'Industrie (2) qui a déclaré :
ion positive en ce qui concerne

l'EPR est très probable prochainement.»
Début juillet 2002, le premier ministre
précisait : «Un grand débat public sera
ouvert et suivi d'un projet de loi
d'orientation qui consacrera [...] une
place reconnue pour l'énergie nucléaire».
Noyée dans le discours de politique
générale, cette incroyable phrase est
hélas authentique : le résultat du débat
(qui est annoncé pour 2003) est connu
avant même son lancement ! Pour le
Réseau «Sortir du nucléaire», il est
inacceptable que le nucléaire puisse
irradier ainsi la démocratie.

Face à un telle mascarade, il faut
poursuivre et renforcer notre action. Nous
devrons être nombreux lors du
rassemblement européen à Strasbourg, le
dimanche 20 octobre à 13 h devant le
Palais de l'Europe (voir programme ci-
contre). Il est essentiel également que
chacun, là où il se trouve, fasse largement
signer la pétition «Non à un nouveau
programme de centrales nucléaires» pour
interpeller chacun des 577 députés. C'est
vraiment le moment d'exprimer haut et
fort que les Français (c'est-à-dire nous
tous) ne veulent pas reprendre du
nucléaire pour perpète. Pour le *Réseau*,
un vrai débat citoyen devrait porter sur la
sortie du nucléaire, avec comme
préalable un bilan complet et
indépendant du nucléaire français,
associé à l'étude de scénarios de sortie du
nucléaire et de mesures
d'accompagnement (basculement des
crédits de recherche et d'investissement
au profit d'alternatives énergétiques au
nucléaire, plan de reconversion des
emplois ...). C'est à ces conditions, et à
ces conditions seulement, qu'un débat
pluraliste et ouvert devrait avoir lieu.
Ensemble, continuons à agir avec force et
détermination.

Philippe Brousse



AU SOMMAIRE

Les députés vous répondent	p.4
Sommet de la Terre	p.6
Dossiers secrets	p.4
En bref	p.10
La Hague au cœur du débat	p.11
Se chauffer au bois	p.10
Inde, les sacrifiés du nucléaire	p.14
Libérez Bandajhevsky	p.16
Mensonges nucléaires	p.18
Service public	p.19
Solaire	p.20
Chauffage électrique	p.22
Sondage	p.24
Essais nucléaires et santé	p.26
Les failles de Bure	p.30
Matière vivante et radioactivité	p.32
Non à Gammaster	p.34
A lire et à écouter	p.36

Manifestation du 20 octobre de l'année dernière.



os stylos !

ouhaitez publier un article
léaire ou les alternatives au
susceptible d'intéresser un
blic, merci de nous faire

(1) Sondage effectué en janvier 2002 par le CREDOC
(Centre de recherche pour l'étude et l'observation

Pour dire NON AU NUCLÉAIRE, participez à la chaîne humaine et au rassemblement européen du dimanche 20 octobre 2002 à Strasbourg

L'enjeu du rassemblement du 20 octobre, organisé par le Réseau «Sortir du nucléaire», est très important. Alors que de nombreux pays d'Europe se sont engagés sur la voie de la sortie du nucléaire, la France devra décider en 2003 de la mise en œuvre d'un nouveau réacteur nucléaire, l'EPR (European Nuclear Reactor). Cela constituera la première étape pour préparer la construction des centrales nucléaires qui doivent remplacer les réacteurs actuels. Le risque de relance du programme électronucléaire français est donc très élevé.

Face à la globalisation du nucléaire, Strasbourg, ville du Parlement européen, est un lieu symboliquement fort pour faire de ce rassemblement un événement de dimension européenne. Strasbourg est aussi la capitale de l'Alsace, région où se

trouve la plus vieille centrale nucléaire française en fonctionnement, à Fessenheim. Elle a un quart de siècle et elle est de moins en moins fiable.

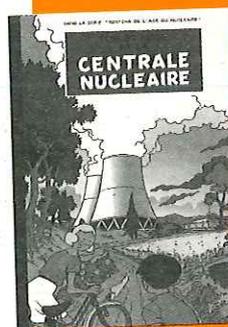
Voici le programme de cette journée, que nous souhaitons animée et colorée.

Le rassemblement commencera à 13 h précises devant le Conseil de l'Europe, avenue de l'Europe, à Strasbourg. Nous vous invitons à apporter une boîte de conserve familiale, que vous recouvrirez du tract que vous avez reçu dans le précédent envoi, pour symboliser l'accumulation des déchets radioactifs pendant des milliers d'années. Pour mettre de l'ambiance, toutes les idées sont les bienvenues (musique, animations de rue etc.) Dès 13 h, nous dresserons une pyramide avec les boîtes de conserve recouvertes du logo radioactif (tract du rassemblement) puis aura lieu un die-in,

action qui consiste à se coucher sur le sol pour simuler l'accident nucléaire. Puis, chacun pourra participer à la constitution d'une immense chaîne humaine. Pour finir, les participants se retrouveront pour diverses animations devant le conseil de l'Europe. Ce programme est en cours d'élaboration, il est susceptible d'évoluer. Alors, à vous d'agir : pour vous rendre à Strasbourg, rejoignez le départ groupé le plus proche de chez vous en téléphonant maintenant au 0826 166 444 (serveur vocal).

CONCOURS DE DESSINS

Flip et Nège ont besoin de votre aide !



Vous avez reçu dernièrement une bande dessinée intitulée «Flip et Nège et la centrale nucléaire». A la fin de leur folle aventure dans

une centrale nucléaire, Flip et Nège se retrouvent prisonnier dans une cellule avec le Professeur Clémentin. Ne les laissez pas croupir en prison ! A vous d'inventer la fin de l'histoire !

Nous organisons un concours de dessins : **envoyez vos dessins au Réseau «Sortir du nucléaire» sous la forme d'une BD (une ou deux pages maximum) avant le 15 novembre 2002.** Pour participer, inutile d'être un dessinateur professionnel : le concours est ouvert aux enfants de 7 à 77 ans ! Nous publierons le scénario le plus original dans un prochain numéro de cette Lettre d'information.



Les députés vous rép

Après la campagne de cartes à l'attention des candidats aux élections législatives, vous êtes nombreux à nous avoir fait parvenir leurs réponses. Les courriers de 130 nouveaux élus nous permettent de dresser un premier bilan de l'état d'esprit général de nos députés face à la question du nucléaire (1).

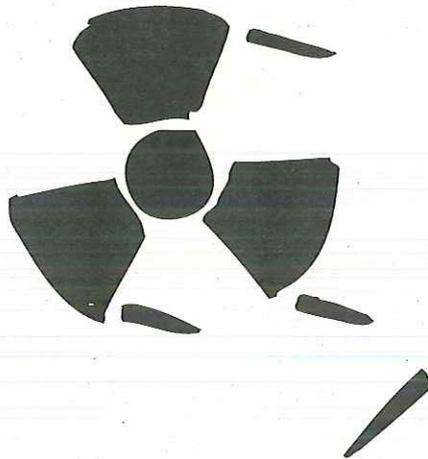
130 réponses de députés (objectif : 577 !)

Autant vous le dire tout de suite, la partie n'est pas gagnée d'avance.

Remarquez que les lettres commencent souvent par de belles déclarations, dans le style: *«l'environnement est une des grandes exigences de notre temps, et je l'inscris au cœur de mon engagement politique. Aussi j'appelle de mes vœux une véritable politique de l'énergie fondée sur les économies et la diversification des sources d'énergie. Je souhaite en conséquence un développement plus ambitieux des énergies renouvelables.»* (lettre commune, UMP). Intentions tout à fait louables... Mais elles restent des vœux... pieux tant qu'on ne leur accorde aucuns moyens sérieux, comme le dit plus réalistement P. Briand (UMP, Indre et Loire). *«Je suis partisan d'un développement plus ambitieux des énergies renouvelables, fondée sur une véritable politique de recherche et d'innovation. Encore faut-il que la France se donne les moyens d'un tel développement ! Or depuis bien longtemps, sa politique de recherche a été oubliée et négligée.»*

Or il y a quelques députés qui semblent déjà très satisfaits de la politique vis-à-vis des renouvelables : *«l'essor des énergies renouvelables est toujours resté au centre de la politique énergétique du gouvernement de Lionel Jospin»*. *«Sous son impulsion, la France a choisi la voie d'une valorisation maximale et méthodique de la filière des énergies renouvelables»* (ex: JL Dumont, PS, Meuse). Ce qui n'est pas très rassurant quand on sait à quel point leur potentiel est sous-utilisé.

Et puis, surtout, la plupart de nos députés ne remettent pas en question l'omnipotence du nucléaire. De droite comme de gauche, le discours n'est



d'ailleurs pas très différent. Après cet éloge de l'écologie, la plupart des députés nous déclarent que le nucléaire est indispensable et irremplaçable pour la France. Ou alors, ils évitent habilement de se prononcer clairement, mais laissent entendre qu'ils n'ont rien contre...

Leurs arguments sont bien connus (2) : le nucléaire serait sûr, pas cher, et bon pour l'effet de serre. Quant aux déchets, les recherches ne manqueront pas d'aboutir, et le retraitement permettrait déjà de les recycler grandement ! Pour répondre à nos compréhensibles préoccupations, on nous promet en vrac débat public (serein et dépassionné), sécurité renforcée, droit d'information, approche démocratique et légitime transparence. Nous voilà rassurés...

L'EPR en question

D'autre part, de nombreux députés reconnaissent qu'un vote aura lieu prochainement concernant l'EPR, mais ils minimisent l'importance de ce choix pour l'avenir.

«Comme vous le savez certainement, en 2017 commence l'arrêt volontaire des premiers réacteurs qui sont aujourd'hui en service et auront atteint, à cette date, leur limite d'utilisation. Il se posera alors la question de leur remplacement. Il n'y a donc pas d'urgence à trancher la

question du maintien ou de l'abandon du nucléaire.

C'est vers 2010 que les décisions devront être arrêtées et, jusque là, l'option «nucléaire» doit rester ouverte.

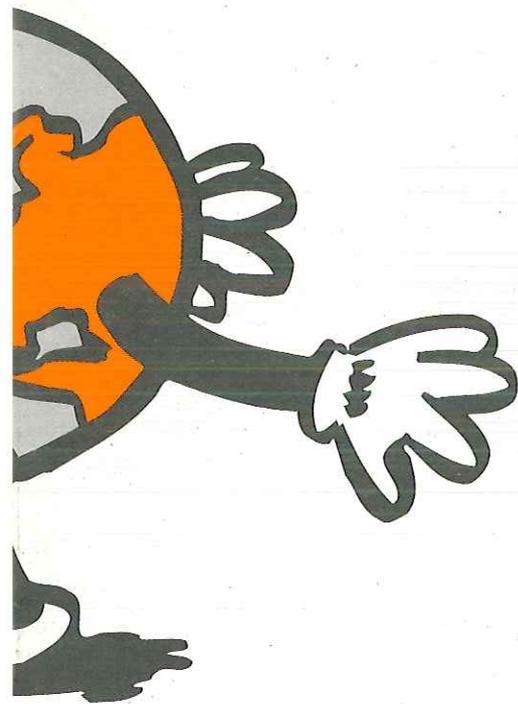
Si la France décide de continuer le nucléaire, cela ne se fera évidemment pas avec les réacteurs qui ont été conçus dans les années

1970. Pour effectuer un véritable choix, il est nécessaire de préparer l'avenir. C'est pourquoi je suis favorable à la construction d'un démonstrateur du réacteur européen de conception récente EPR, sur un site qui accueille déjà des activités nucléaires. Car au moment des choix, l'EPR devra avoir démontré sa capacité à fonctionner de manière sûre et fiable.» (lettre commune UMP)

Nous réfutons un tel argument : pour que

La plupart de nos députés ne remettent pas en question l'omnipotence du nucléaire.

ondent



la France dispose d'un choix réel, il faudrait que les différentes énergies bénéficient d'un rapport de forces équilibré. Or ce n'est pas le cas. Le nucléaire monopolise déjà la quasi-totalité des budgets consacrés à l'énergie. Et que prévoit le PPI (3) ? C'est un budget global de 3 milliards d'euros qui devrait être investi dans l'EPR, ce qui prédétermine largement quelle énergie sera la mieux placée dans 10 ans. Un tel investissement condamne toutes les autres initiatives énergétiques qui n'ont jamais bénéficié d'un tel soutien financier de la part des pouvoirs publics. Plusieurs élus le reconnaissent : «avec un peu plus de 130 millions de \$ de crédits publics en recherche et développement alloués aux énergies renouvelables entre 1985 et 1999, la France est à la traîne» (ex : Bernard Perrut, UMP, Rhône).

Cette question du rééquilibrage des budgets en faveur des énergies renouvelables provoque des réactions partagées. D'un côté, ils sont assez nombreux à y être plutôt favorables, même s'ils éludent tout ordre de grandeur : «Je n'en suis pas moins favorable à une réévaluation ainsi qu'à une nouvelle répartition des crédits de recherche.» (J. Proriol, UMP, Haute-Loire);

«Je souscris bien volontiers à ce que les crédits de recherche ne soient plus monopolisés par le nucléaire.» (M. Bouvard, UMP, Savoie); «La question du rééquilibrage des budgets en faveur des énergies renouvelables est celle qui nous rapproche le plus» (G. Biessy, CR Isère)

De l'autre, il y a ceux qui pensent que «la suppression des crédits en faveur de la filière nucléaire présente de graves inconvénients» (G. Voisin, UMP, Saône et Loire); «D'une part, il serait dangereux de renoncer à tout progrès sur le traitement des déchets. D'autre part, il ne faut pas négliger les perspectives que peuvent nous offrir les nouvelles générations de réacteurs nucléaires» (lettre commune UMP)

Quelques députés proches de nos idées

Enfin, même s'ils ne sont pas forcément très nombreux, quelques députés, comme Mme G. Perrin-Gaillard (PS, Deux-Sèvres) affirment clairement qu'ils ne sont «pas favorables au renouvellement de notre parc électronucléaire donc à la construction d'un nouveau réacteur nucléaire». D'autres se prononcent clairement contre l'enfouissement des déchets radioactifs (F. Cornut-Gentille, UMP, Haute Marne; A. Rodet, PS, Haute-Vienne). Et quelques uns se prononcent pour une sortie du nucléaire : «je suis favorable à l'arrêt progressif du nucléaire» (P. Guinchard-Kunstler, PS, Doubs); «Le nucléaire ne peut être qu'une solution transitoire étant donné le risques encourus. Il faut prévoir un plan de sortie du nucléaire sur le long terme.» (C. Robin-Rodrigo, NI, Hautes-Pyrénées); «J'ai toujours été opposé à l'énergie nucléaire et à son développement. Favorable à un processus de sortie progressive de l'énergie nucléaire, je

continuerai à me battre pour que ce combat soit mené jusqu'à son terme» (Armand Jung, PS, Bas-Rhin).

Le rapport de forces peut ne pas nous sembler très propice. Ne nous décourageons pas cependant. Rappelons aux élus, qui auront prochainement à se déterminer sur notre avenir énergétique, qu'ils doivent tenir compte de l'opinion publique. Chacun d'entre nous peut interpellier son député pour lui rappeler : «Je ne vous ai pas mandaté pour relancer le programme nucléaire français». Faites signer massivement la pétition (4) «Dites non à un nouveau programme de centrales nucléaires» pour faire barrage à la construction d'un nouveau réacteur nucléaire. Ce n'est pas le moment de relâcher nos efforts !

Nadège MOREL
Secrétariat du Réseau

(1) Vous pouvez consulter les réponses intégrales des députés sur notre site Internet : <http://www.sortirdunucleaire.org/deputes2002>
Au sein d'un même parti politique, on retrouve souvent des bases de lettres communes, présentant beaucoup de similitudes. Pour les citations, nous ne donnons le nom que d'un seul élu, comme exemple, même s'il n'est pas le seul à avoir fait une telle déclaration.

Groupes politiques à l'assemblée: UMP: union pour la majorité présidentielle; PS: socialiste; CR: communiste et républicain; NI: non inscrit; UDF: union démocratie française.

(2) Pour connaître les arguments les plus fréquemment invoqués par les députés, commandez le «Kit député» (5 euros port compris) qui présente des éléments de réponse et un argumentaire à leur opposer. Pourquoi ne pas rencontrer votre député pour lui remettre la pétition en main propre et lui faire part de vos arguments ?

(3) le P.P.I. (Programmation Pluriannuelle d'Investissement de Production électrique) devrait être adopté dans les prochains mois par l'assemblée nationale et déterminera nos futurs moyens de production électrique.

(4) Cette pétition est menée jusqu'au 31 mars 2003. Prix port compris: 3 euros les 10; 15 euros les 100.

Le bétisier

Nous ne résistons pas au plaisir de vous livrer quelques réponses «surprenantes».

Par exemple, connaissez-vous le principe du «ni-tout-ni-tout»? Pour Pascal Terrasse (PS, Ardèche) une politique énergétique responsable et équilibrée doit reposer sur ce principe du «ni tout nucléaire, ni tout énergies fossiles, ni tout énergies renouvelables». Un nouveau concept.

Etienne Pinte, (UMP, Yvelines) affirme: «La part de production énergétique ayant pour origine le nucléaire n'est pas, avec 3/4 de la production électrique, à un niveau plus élevé que dans les autres pays européens.» (!) Il faudra qu'il révise! Plus loin, il déclare: «A très long terme des énergies renouvelables seront sans doute découvertes». Qui voudra lui expliquer qu'on en a déjà découvert quelques-unes ?

Quant à Eric BESSON (PS, Drôme), il déclare : «Je ne crois pas qu'une décision concernant l'EPR soit imminente. Le CEA travaille sur un projet de réacteur «propre» qui éliminerait ses propres déchets.» C'est beau l'avenir...

Un sommet de la Terre... qui touche le fond

PAR STÉPHANE LHOMME, REPRÉSENTANT DU RÉSEAU «SORTIR DU NUCLÉAIRE» À JOHANNESBURG.

Les résultats du Sommet officiel de Johannesburg sont consternants. Les engagements pris il y a dix ans à Rio n'ont pas encore été tenus, certains d'entre eux viennent même d'être abandonnés. Les maigres avancées n'existent que sur le papier et il est malheureusement certain que l'état de la planète va empirer dans les années à venir. Concernant les énergies renouvelables, aucun objectif chiffré n'a été adopté. C'est un échec total. Petit tour d'horizon...

Un sommet de riches pour les riches.

Il y avait quatre sites officiels :

- Sandton, où se tenaient les négociations officielles, dans un ensemble de très grand standing situé au cœur du quartier réputé être le plus riche d'Afrique.
- Le village Ubuntu, luxueux salon d'exposition situé non loin de Sandton. Les pays et les multinationales y étalaient tout ce qu'elles faisaient de merveilleux pour l'environnement. On se demande comment il se peut que la Terre aille si mal...
- Le Waterdome consacré à la question de l'eau et investi en force par les multinationales.
- Le parc des expositions de Nasrec, rassemblant les délégations associatives de très nombreux pays. C'était tout sauf un «contre-sommet», avec des loges pour les VIP, etc...

En n'utilisant que les navettes officielles et en n'allant que dans ces sites, on pouvait très bien ne rien voir de la réalité de Johannesburg. Mais c'est un hôtel situé au cœur d'un quartier dangereux qui a été loué - par erreur - pour notre délégation. Nous avons ainsi pu voir de près que l'apartheid existe encore, au moins socialement. Par ailleurs, je suis sorti de ces circuits officiels pour aller à la rencontre de mouvements en lutte. Encore plus loin que Nasrec, le centre de Shareworld avait été investi par le Mouvement des Sans-terre. Cet ancien parc d'attraction abandonné dont les bâtiments faisaient penser à un Western mexicain abritait bien une sorte de contre-sommet. L'apogée fut atteinte le samedi 31



Occupation du stand EDF à Johannesburg.

août avec une puissante manifestation unissant les «Sans-terre» et le mouvement social «Indaba». Celui-ci comprend le Forum anti-privatisation avec lequel je suis entré en contact car il lutte en particulier contre la privatisation de la distribution de l'électricité.

Le Réseau «Sortir du nucléaire» en action à Johannesburg.

Mandaté par le Réseau «Sortir du nucléaire», j'ai fait partie de la délégation des ONG - le Collectif Jo'burg - dont le séjour était payé par le gouvernement. Mes actions sur place suffirent à prouver l'indépendance du Réseau. D'ailleurs, nous risquons bien de ne plus jamais faire partie des associations «invitées». Petit florilège :

- Dès le premier jour, j'occupe le stand d'EDF qui est prêt à l'emploi... mais vide d'occupants. Je le redécore avec des

autocollants et des affiches du Réseau (voir photo), et je diffuse des tracts pour la sortie du nucléaire aux visiteurs. Mon action sera annoncée sur plusieurs radios françaises (France Inter, Europe 1, etc.) et fera l'objet d'une dépêche de l'Agence France Presse. En fin de journée, la délégation officielle française s'aperçoit de ce qui se passe et me fait arrêter par la police Sud-africaine.

- En milieu de séjour, j'interviens au centre de Nasrec pour pousser les délégués des divers pays à manifester avec le mouvement anti-privatisation (uni aux "sans-terre") et non avec l'ANC et les ministres privatiseurs qui organisèrent leur propre manif pour essayer - en vain - de briser l'élan populaire.

- Lors de la venue de Chirac, je me présente à l'entrée de la salle. J'étais officiellement mandaté par le collectif des ONG pour assister à son discours. La délégation officielle française me fait aussitôt arrêter par la police sud-africaine, sans même que je n'aie fait la moindre action.

Par ailleurs, j'ai diffusé plusieurs centaines de tracts dénonçant les mensonges d'EDF, de Chirac et du gouvernement, ainsi que des documents - principalement aux délégués européens - pour la manifestation du 20 octobre prochain à Strasbourg.

Nucléaire : les mensonges de la délégation officielle française.

Chirac, Bachelot et EDF sont venus à Johannesburg pour mentir : jamais un mot sur la réalité nucléaire de notre pays, de beaux discours sur le développement durable et les énergies renouvelables, des conférences, des documents luxueux... A titre d'exemple, la carte postale diffusée en très grand nombre dans le pavillon officiel français présente une superbe photo d'éoliennes !

Ce pavillon, justement, parlons-en : il regroupait dans un même ensemble le gouvernement, des Conseils régionaux,

**Chirac,
Bachelot
et EDF sont
venus à
Johannesburg
pour mentir**

des multinationales, des instituts comme l'Inra ou le Cirad, et le Collectif Jo'burg. Cette confusion des genres est assez inquiétante, d'autant que, d'après certaines sources, ce pavillon aurait été payé en quasi-totalité par les multinationales, EDF, Vivendi, Suez. Idem pour les luxueux bureaux loués dans le site de Sandton pour la délégation et les négociateurs officiels dont on peut imaginer le degré d'indépendance.

EDF a aussi investi des sommes faramineuses : avec notre argent — impôts et/ou factures — la compagnie d'électricité a loué des installations somptueuses pour organiser des rencontres et des conférences de presse. En particulier, un avion a été affrété pour une trentaine de journalistes spécialisés sur l'environnement, qui ont été logés dans

un hôtel 5 étoiles et promenés dans divers points de l'Afrique du sud. Il est clair qu'EDF a la volonté d'acheter la coopération ou du moins la bienveillance de la presse. Mais l'argent ne permet pas tout...

Instrumentalisation de la «société civile».

La stratégie du mensonge mise en place par le clan Chirac concernant l'écologie repose aussi sur une instrumentalisation de certaines associations. On notera en première ligne le WWF France qui se refuse à condamner le nucléaire, contrairement au WWF international. D'autres associations, dont certaines fonctionnent à près de 100% avec des subventions

ministérielles, sont très utiles. Voici ce que ça donne : «Quelles que soient les difficultés, nous pouvons faire de Johannesburg un succès», a dit M. Chirac devant les représentants d'une quinzaine d'organisations non gouvernementales conviées à l'Elysée pour préparer ce sommet (Communiqué de l'Elysée, 29 juillet). Peu importe la légitimité de ces associations, l'essentiel est de faire croire que le pouvoir travaille avec «la société civile». Face à ces basses manipulations, le mouvement antinucléaire doit faire une démonstration de force le 20 octobre prochain à Strasbourg.

Stéphane Lhomme

Vous pouvez lire la chronique quotidienne de Stéphane à Johannesburg sur www.sortirdunucleaire.org

A lire : «Le nucléaire est contraire au développement durable» : un excellent rapport d'Hélio-France pour contrer les arguments fallacieux de l'industrie nucléaire qui voudrait nous faire croire que le nucléaire pourrait participer au développement durable. Ce rapport très argumenté est une contribution des organisations non gouvernementales (ONG) françaises (dont le Réseau «Sortir du nucléaire») au sommet mondial de Johannesburg. Le rapport d'Hélio France (30 pages) est à commander au Réseau «Sortir du nucléaire» 9, rue Dumenge 69004 Lyon. Unité : 6 euros (port compris).

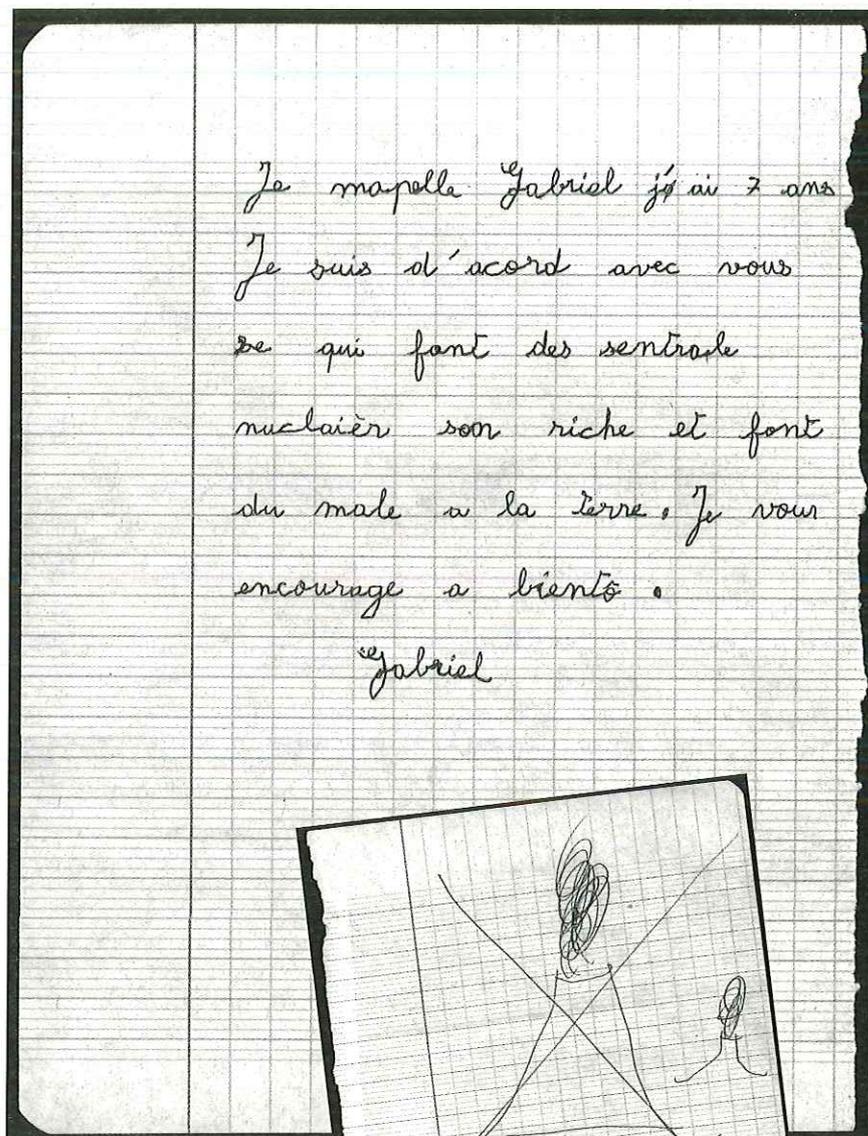
E N B R E F

Petites phrases

- «Je ne suis pas pour le nucléaire mais pour que notre génération n'épuise pas toutes les réserves d'énergies renouvelables et pour préserver l'environnement» : à vous de chercher le sens de cette phrase extraite de l'interview de Roselyne Bachelot, Ministre de l'écologie et du développement durable (Paris Match, 30 août 2002).

- «Nulle part dans le monde, l'industrie nucléaire n'a de stratégie viable pour sortir de ses déchets», admet Robin Jeffrey, président de British Energy, le plus grand producteur d'électricité nucléaire britannique. EuropMagazin (été 2002)

- Selon le représentant démocrate Edward Markey, dans plus de la moitié des exercices avec simulation d'attaque terroriste qui ont été effectués dans les centrales nucléaires, ce sont les «terroristes» qui ont gagné. D'après AFP, Washington, 24 août 2002.



Lettre de soutien reçue au Réseau «Sortir du nucléaire»

Dossiers secrets et autres histoires a

PARU DANS FUTURIBLES DE FÉVRIER 2002 (2)

La transparence tant revendiquée de la part des gouvernements démocratiques a ses limites et ses saisons.

Aux États-Unis, sous la première administration Clinton, la ministre chargée du département de l'Énergie, Mme Hazel O'Leary, a commencé par rendre public le rapport commandé à une *task force* par son prédécesseur, l'amiral James D. Watkins, rapport que celui-ci aurait volontiers tenu sous le boisseau : *Gagner la confiance du public. Préalables pour la gestion des déchets nucléaires* (3). Il y avait de quoi, en effet.

Le refus de la transparence

Aux États-Unis, le département de l'Énergie, dont dépendent les armes atomiques comme les centrales nucléaires, contrôle la gestion des déchets nucléaires résultant à la fois des centrales privées produisant de l'électricité et des usines militaires produisant des bombes. La gestion de ces déchets absorbe plus du quart du budget annuel du département (plus de trois milliards de dollars US) et l'on compte aux États-Unis plus de 3700 dépôts de déchets nucléaires, dont on n'a pas fini de mesurer les niveaux de contamination. Parmi ces dépôts, il y en a qui, liés aux programmes d'armement poursuivis depuis la fin de la Deuxième Guerre mondiale, contiennent d'énormes quantités de déchets radioactifs qui ont longtemps été laissés plus ou moins à l'abandon (notamment à Hanford, Savannah River et West Valley). Certains de ces déchets ont une durée de vie très longue, au-delà de 5 000 ans, et la décision qui a été prise de créer des dépôts souterrains profonds où les enfouir pour l'éternité se heurte à l'opposition des États concernés et, à plus forte raison, à celle des comtés dont les sites ont été retenus (par exemple à Yucca Mountain).

Le rapport de la *task force* présidée par Todd La Porte, un politologue de l'université de Berkeley, dénonçait très vigoureusement le comportement de la Commission de l'énergie atomique et du département de l'Énergie : le refus de la transparence a conduit, disait-il, à compromettre de fond en comble et dans la durée toute leur crédibilité auprès du

public américain. Dans ses conclusions, il mettait en relief trois principes qu'il présentait comme «proches d'axiomes géométriques» :

«1) La confiance du public n'est pas un luxe : le département de l'Énergie n'a pas seulement obligation de la gagner, il en a aussi le besoin impérieux.

2) La confiance du public n'est pas une rue à sens unique : le département doit faire confiance au public avant d'attendre de lui qu'il lui fasse confiance.

3) Dans presque toutes les situations où des programmes de gestion des déchets sont en jeu, il est préférable de prendre les décisions dans une enceinte ouverte et pluraliste plutôt que dans un cercle fermé, qui exclu des parties prenantes actuelles ou potentielles. [...] La confiance du public est une contribution essentielle à la légitimité des organisations publiques à l'intérieur du système américain de gouvernement : cette contribution résulte de l'idéologie démocratique qui exige que les institutions publiques fonctionnent de manière transparente (4).»

204 explosions nucléaires non déclarées

Forte de ces principes, Hazel O'Leary a reconnu en 1993, dans une conférence de presse, que le gouvernement américain avait procédé à 204 explosions nucléaires non déclarées. Et surtout, elle a admis - à la suite de rumeurs qui circulaient depuis 1986 au sein du Congrès et d'articles publiés par la journaliste indépendante Eileen Welsome - que le département de l'Énergie avait "couvert" des expérimentations menées à leur insu sur des adultes malades et des enfants handicapés, la grande majorité d'entre eux appartenant aux classes les plus défavorisées. Le président Clinton créa aussitôt une commission chargée d'enquêter sur l'affaire, dont le rapport, après 18 mois d'enquête, passa presque inaperçu (le public américain était alors fasciné par l'affaire O.J. Simpson, accusé du meurtre de sa femme et manifestement coupable, qui fut acquitté). La Commission reconnut que

les articles d'Eileen Welsome "avaient donné un visage humain à ce qui n'était qu'une longue liste de données anonymes". C'est cette histoire que la même journaliste a retracée dans un livre couronné par plusieurs prix, *The Plutonium Files*.

Des expérimentations sur des sujets humains

Une histoire abominable : dès les débuts du *Manhattan District Project*, qui déboucha sur les bombes d'Hiroshima et de Nagasaki, il y eut des expériences destinées à mieux comprendre les effets des radiations, en particulier pour protéger les ouvriers et ingénieurs travaillant dans les usines nucléaires, mais très vite, les programmes d'expérimentation s'étendirent aux soldats exposés, lors de manœuvres, au plus près des sites où se déroulaient des explosions atomiques. Bientôt, des médecins et des biologistes d'institutions universitaires renommées se livrèrent à des expérimentations au plutonium sur des sujets humains que l'on se garda de mettre au courant des recherches dont ils étaient l'objet. Eileen Welsome rappelle, bien entendu, le contexte de la guerre froide, dans lequel l'état-major américain se préparait à une confrontation nucléaire, et il va de soi que, du côté soviétique, on se livrait à des travaux de recherche analogues sur des cobayes tout aussi peu volontaires. Elle décrit en détail

Des médecins et des biologistes se livrèrent à des expérimentations sur des sujets humains

les victimes américaines de ces expérimentations tenues longtemps dans le secret d'un nom de code : 73 enfants handicapés d'une école du Massachusetts, des centaines de patients dans des hôpitaux et des condamnés à la prison auxquels on a fait croire qu'ils avaient un cancer, ainsi que 829 femmes

enceintes dans une clinique d'accouchement. Tous ces matériaux humains ont subi soit des piqûres, soit des boissons «vitaminées», qui étaient en fait des isotopes du plutonium - bref, l'horreur de médecins préparant la guerre dans des conditions qui en évoquent d'autres, assurément pires, sous des régimes qui, du moins, ne se réclamaient pas de la démocratie. Mais le plus choquant dans cette histoire est que ces

bominables'

expériences aient fait l'objet, sous une forme ou une autre dissimulant la nature des cobayes humains, de comptes rendus dans des revues médicales fort honorables, ou même aient été examinées par des «commissions d'éthique» au sein des institutions où elles étaient menées, sans que quiconque ait jamais protesté à l'époque (5).

Hazel O'Leary a quitté ses fonctions à la tête du département de l'Énergie lors du second mandat présidentiel de Bill Clinton et la suite de l'actualité n'a guère fait écho à cette affaire. Ses successeurs, en tout cas, se sont gardés de reprendre l'étendard de la transparence. Ce que cette histoire révèle, c'est assurément que le rideau de la transparence, quand il est levé, l'est par des *outsiders* au sens propre, en dehors des institutions même quand ils sont dedans, non pas seulement cette journaliste indépendante, mais encore des scientifiques qui, s'opposant à l'*establishment* et critiquant ses déclarations très officielles, apparaissent aussitôt comme des

dissidents ou des rebelles parce que trop contestataires. Il faut alors du temps, beaucoup de temps, pour que le rideau se lève sur ce qui s'est jusque-là joué à bureaux fermés, sur une scène camouflée par la raison d'État ou simplement l'autodéfense de la technostructure, qu'elle soit publique ou privée.

Alice Stewart : pionnière et paria

C'est bien ce qui est arrivé à Alice Stewart, médecin spécialiste des radiations ionisantes à l'université d'Oxford. Pendant plus de 40 ans, elle s'est trouvée seule - et isolée - à combattre pour montrer que l'exposition à de petites doses de radiations était bien plus dangereuse que ne le disaient les experts des commissions de l'énergie nucléaire. Dans les années 1950, elle a mené des recherches montrant que l'exposition aux rayons X des enfants dans le ventre de leur mère double le risque de développement d'un cancer. Très tôt, en particulier, elle s'est attaquée aux mesures que les commissions américaines avaient faites pour déterminer les conséquences à long terme des bombardements sur les survivants d'Hiroshima et de Nagasaki. Et s'agissant

des risques courus par les travailleurs du nucléaire, elle s'est acharnée, plutôt que de s'appuyer sur une méthode de "proportionnalité de mortalité" (comparant les taux de décès par cancer dans les usines nucléaires à ceux des décès à l'extérieur, donc les taux propres à ces usines comparés aux taux nationaux), à montrer qu'il faut comparer le taux de mortalité des ouvriers qui ont été exposés à des radiations à ceux qui, au sein d'une même usine, n'y ont pas été exposés. Le résultat de ses analyses conduit à conclure que les risques d'être victime d'un cancer pour les techniciens travaillant dans l'usine d'Hanford ont été de 10 à 20 fois plus élevés que ce qu'estimaient les études menées depuis 1950 sur les survivants d'Hiroshima et de Nagasaki.

On peut imaginer tous les obstacles qu'Alice Stewart a rencontrés dans sa carrière : pionnière et paria, femme de surcroît dans un milieu dont les positions de pouvoir (donc de crédits) sont aux mains des hommes, elle n'obtint jamais une chaire de professeur, dut constamment batailler pour bénéficier de subventions et affronta le plus souvent le refus de la part des institutions nucléaires, en Angleterre comme aux États-Unis, d'ouvrir leurs archives de santé. C'est de tout cela que témoigne sa biographie par Gayle Green, fondée à la fois sur des sources écrites et sur l'histoire orale, un monument à la gloire du féminisme et de la contestation de la *vulgate* scientifico-bureaucratique. À plus de 80 ans, néanmoins, Alice Stewart s'est vu rendre publiquement hommage par le département américain de l'Énergie - sous Hazel O'Leary - et a reçu en 1986 le prix de la fondation von Uexkull, un prix décerné au sein du parlement suédois le jour de la présentation des prix Nobel, ce que l'on appelle «le Nobel alternatif». En somme, c'est le passage du temps qui légitime la prédication démocratique de la transparence, tout comme il finit par honorer l'obstination et le courage de ceux qui ne prennent pas pour argent comptant le discours des technostructures.

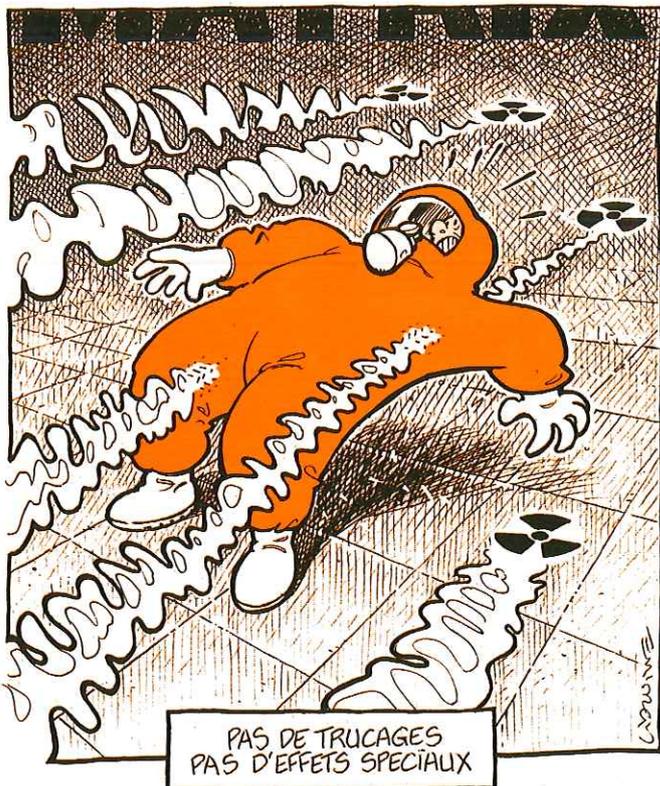
Jean-Jacques Salomon

Titulaire de la chaire Technologie et société au Conservatoire national des arts et métiers (Cnam), professeur honoraire au Cnam, conseiller scientifique du groupe *Futuribles*.

Notes :

- (1) Il s'agit d'une analyse croisée des ouvrages suivants : WELLSOME Eileen. *The Plutonium Files: America's Secret Medical Experiments in the Cold War*. New York : Delta, 2000, 580 p.; et GREENE Gayle. *The Woman Who Knew Too Much : Alice Stewart and the Secrets of Radiation*. Ann Arbor : University of Michigan Press, 1999, 421 p.
- (2) *Futuribles* est une revue mensuelle pluridisciplinaire et prospective sur les grands enjeux du monde contemporain et ses évolutions possibles (futur-ibles). *Futuribles* 55, rue de Varenne 75341 Paris Cedex 07. Internet : www.futuribles.com
- (3) U.S. DOE (Department of Energy) (Task Force on Radioactive Waste Management). *Earning Public Trust and Confidence: Requisites for Managing Radioactive Wastes*. Washington, DC : DOE, novembre 1993.
- (4) Voir le rapport du Collège de la prévention des risques technologiques, *Le Risque technologique et la démocratie*. Paris : La documentation Française, 1994, pp. 25-28.
- (5) Voir RABBITT ROFF Sue. " Human Radiation Experiments : What Price Informed Consent? " *Medicine, Conflict and Survival*, vol. 16 (3), 2000, pp. 291-301.

PAS VU À LA TÉLÉ...



Transports nucléaires : risques, déchets, impasses

Des milliers de transports nucléaires traversent la France tous les ans. En 20 ans, ce trafic à très haut risque s'est beaucoup développé, notamment pour alimenter l'aval de l'activité nucléaire : le retraitement. Derrière les beaux discours qui parlent de «gestion des déchets» ou «responsabilité du pays» se cache un marché de dupes. En réalité, les transports de déchets nucléaires se multiplient avant tout parce qu'on ne sait pas quoi faire des déchets. Ils font courir des risques tout à fait inutiles aux populations situées le long des itinéraires ferrés, routiers ou maritimes. Recevez un dépliant d'information très complet de 4 pages sur la problématique du transport des déchets nucléaires en écrivant au Réseau «Sortir du nucléaire» 9, rue Dumenge 69004 Lyon. Joindre à votre demande, deux timbres à 0,46 euro pour un dépliant d'information, quatre timbres à 0,46 euros pour 5 dépliants. Pour participer à la mobilisation contre les transports nucléaires : <http://www.sortirdunucleaire.org/-live.htm>

Qui pourrait encore croire que le nucléaire est rentable ?

- Le géant britannique de l'énergie atomique *British Nuclear Fuels* (BNFL) a annoncé, le 20 juillet 2002 un déficit record de 2 milliards de livres (3,13 milliards d'euros). La plus grande partie du déficit est due à l'énorme hausse des frais de fermeture de centrales nucléaires de la compagnie d'Etat, qui ont progressé de 1,9 milliard de livres en 2001, a précisé l'Observer.

- Les actions de British Energy, la compagnie privée qui fournit la plus grande partie de l'énergie nucléaire de la Grande-Bretagne, étaient suspendues de la bourse de Londres, le 6 septembre 2002, la société se disant au bord de la faillite et ayant requis l'aide du gouvernement. Le groupe britannique, qui exploite huit centrales nucléaires en Grande-Bretagne et fournit 20% de l'électricité du pays, a qu'elle avait entamé des discussions avec le gouvernement «afin d'obtenir un soutien

financier immédiat». Privatisé en 1996, le groupe qui a enregistré en 2001 des pertes de quelque 500 millions de livres sterling (740 millions d'euros), «souhaite se restructurer à long terme», ajoute le communiqué (d'après AFP - 6/09/02).

Des installations nucléaires comme cibles possibles

LONDRES, 8 sept (AFP) - Les attentats du 11 septembre devaient à l'origine viser des installations nucléaires américaines, affirme le *Sunday Times* citant une interview de deux responsables présumés d'al-Qaïda, recherchés par le FBI, réalisée par la chaîne satellitaire qatariote Al-Jazira.

Ils ont affirmé, selon le journaliste qu'environ deux ans et demi avant les attentats contre Washington et New York, le «comité militaire» d'al-Qaïda avait visé des installations nucléaires mais que l'idée avait été abandonnée par «crainte que ce soit hors de contrôle». (...) «Alors que nous évoquions des cibles possibles, nous avons au départ pensé à deux installations nucléaires puis nous avons décidé que non par crainte que ce soit hors de contrôle», a déclaré Khaled Sheikh Mohamed relate M. Foda. Il n'a toutefois pas écarté qu'elles puissent être ciblées à l'avenir, selon le journaliste.



Scandale nucléaire au Japon

Un nouveau scandale vient de secouer l'industrie nucléaire japonaise : *Tokyo Electric Power Co.* (TEPCO), la première compagnie d'électricité japonaise, a

Tout savoir sur l'éolien

- A travers 6 fiches thématiques, découvrez tous les enjeux de l'éolien : impact sonore, paysage, milieu naturel, sécurité, aspects économiques et contexte énergétique. "Des éoliennes dans votre environnement" est un excellent outil élaboré par l'ADEME et le CLER pour s'informer et répondre aux arguments des détracteurs des éoliennes. Disponible (contre 4 timbres à 0,46 euros) auprès du Réseau «Sortir du nucléaire» en écrivant au 9, rue Dumenge 69004 Lyon.

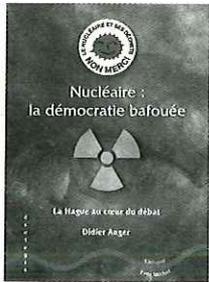
- Pour avoir une foule d'informations sur l'éolien, voici un site internet danois en français, très complet et bien documenté : www.windpower.org/fr/core.htm

falsifié 29 rapports dans les années 80-90. Huit réacteurs fonctionnent actuellement avec des fissures et de nombreuses autres anomalies, alors que la compagnie avait annoncé que des réparations avaient été faites. Pour l'Agence pour la Sûreté Nucléaire et Industrielle japonaise, «la situation est très sérieuse et [...] il est important de garantir la sûreté des réacteurs». (International Herald Tribune/Asahi, 30 août 2002). De telles pratiques auraient perduré jusqu'en 2001. Les rapports d'inspections internes effectuées par General Electric International Inc. (GEI), une compagnie américaine, ne correspondent pas aux rapports soumis aux autorités de sûreté. Les faux rapports auraient été rédigés par GEI sur instruction de TEPCO. (International Herald Tribune/Asahi, 31 août 2002). La compagnie aurait aussi évité de faire inspecter par GEI des parties du cœur où des fissures avaient été cachées. La fissure la plus longue fait 1,4 m. (Yomiuri Shimbun, 2 sept. 2002).

A la suite de ces révélations, quatre hauts responsables de la compagnie ont donné leur démission, mais près d'une centaine d'employés sont suspectés d'être complices. Des inspections ont immédiatement débuté. Cinq réacteurs seront arrêtés les uns après les autres, le temps d'être inspectés, alors que trois autres continueront de fonctionner car les dommages sont plus périphériques. (Japan Times, 3 sept. 2002). Les municipalités concernées ont demandé l'arrêt des réacteurs. (The Japan Times, 4 sept. 2002)

Nucléaire : la démocratie bafouée

La Hague au cœur du débat



Le parc nucléaire français «vieillissant» pose la question de son renouvellement dès maintenant. L'Etat français va-t-il relancer un programme nucléaire ou opter pour

alternatives ? En démocratie, tout citoyen est en droit d'être convié au débat sur la politique énergétique.

Soyons vigilants ! Le dessous des cartes de la mise en place du programme nucléaire en France est mis en lumière dans cet ouvrage : Didier Anger dénonce la collusion entre l'Etat et le lobby nucléaire, avec son cortège de mensonges et de choix imposés. L'histoire du centre de retraitement de déchets radioactifs de La Hague a valeur d'exemple. C'est ainsi que la douce France s'est dotée du parc nucléaire le plus dense d'Europe. C'est aussi le seul pays où tant de logements sont chauffés à l'électricité.

Les questions majeures engendrées par l'industrie nucléaire restent sans réponse depuis 30 ans : déchets radioactifs, retraitement des combustibles irradiés, dangers pour la santé publique et l'environnement, menace terroriste... Quant au coût officiel du kilowatt heure nucléaire, son calcul est une imposture ! En Europe, la plupart des pays ont ouvert le débat et tourné le dos au nucléaire. Sont-ils ignorants ? Non ! Ils intensifient

l'utilisation des énergies renouvelables. Pourquoi pas en France ?

Didier Anger préconise le recours à des alternatives diversifiées et, surtout, décentralisées, qui constitueraient pour la France un gisement d'emplois à exploiter, une garantie d'indépendance et une pérennité énergétique. Beaucoup moins de lignes à haute tension aussi !

Ce livre nous implique, en tant que citoyens responsables, dans les choix énergétiques d'aujourd'hui et de demain, et dans un choix de vie pour bien sortir du nucléaire. Instuists du passé, exigeons un débat loyal !

Didier Anger, fondateur du CRILAN (Comité de Réflexion, d'Information et de Lutte Anti-Nucléaire de Basse-Normandie), est depuis 30 ans l'un des principaux animateurs de la lutte antinucléaire. Conseiller régional de Basse-Normandie, ancien vice-président de la commission énergie au Parlement européen, il vit à proximité de l'usine de La Hague.

Vous pouvez commander le livre de Didier Anger : «Nucléaire : La démocratie bafouée», La Hague au cœur du débat»
450 pages, 24 euros (port compris)
au Réseau «Sortir du nucléaire»
(9, rue Dumenge, 69004 Lyon)
Chèque à l'ordre de «Sortir du nucléaire».



VERCELLETTO & COMPAGNIE PRÉSENTENT :

LE MONDE DE TCHERNOBYL

A LYON

Événement - spectacle autour de " La supplication " de Svetlana Alexievitch, réalisé par Magali Bonat, en collaboration avec Laurent Vercelletto

Le 16 octobre à La Scène Gerland - 4 rue Croix Barret, Lyon 7^e

Le 17 octobre à La Cité Scolaire Internationale - Place de Montréal Lyon 7^e

Le 19 octobre à Mur Mur - 11 rue Lortet, Lyon 7^e

Renseignements / réservations : Vercelletto & Compagnie au 04 72 56 02 99



Le bois, une énergie renouvelable, locale, abondante et bon marché

EXTRAIT DU LIVRE «POÊLES, INSERTS ET AUTRES CHAUFFAGES AU BOIS» (PRÉSENTÉ SUR LA PAGE DE DROITE)

Toutes les énergies disponibles : le chauffage, le bois est la plus abondante et la plus universellement utilisée. C'est de plus, grâce à une bonne gestion des forêts, une énergie renouvelable et pouvant être exploitée localement.

Le bois, source d'énergie utilisée en France

En France, plus de 7 millions de foyers ont de loin les premiers usages de bois de chauffage, ils brûlent plus de 80% des 42 millions de tonnes qui servent chaque année au chauffage. La ressource bois est pourtant mal valorisée et sous-exploitée. Mal valorisée car l'immense parc des équipements de chauffage au bois (poêles, inserts, chaudières) ont un mauvais rendement, à cause de l'énorme gaspillage que représentent les cheminées ouvertes. Sous-exploité car de nombreuses forêts sont soit mal exploitées ou tout simplement laissées à l'abandon. Enfin, le chauffage au bois reste souvent une mauvaise image : celle d'un moyen de chauffage du passé, coûteux et contraignant.

Alors que la production de bois de chauffage pourrait augmenter d'au moins 50% si les forêts étaient mieux exploitées. La marge d'amélioration en matière d'efficacité énergétique, elle est encore plus grande. Nos bonnes vieilles chaudières, auxquelles nous tenons tant, ont un rendement d'à peine 10%. Les chaudières de conception ancienne ont un rendement qui dépasse rarement 50%, les chaudières modernes ne dépassent pas 60%. Les appareils de chauffage au bois sont les plus performants, qu'il s'agisse de poêles, d'inserts, de foyers ou de chaudières, et avec du bois on arrive à des rendements de 80%, ce qui est un avantage. Globalement, on peut donc dire que le bois permet de produire deux fois plus de chaleur qu'avec d'autres énergies.

substances indésirables (oxydes d'azote, de carbone et particules microscopiques) que le chauffage au fioul. Certains l'accusent également d'appauvrir notre patrimoine forestier. Reproches justifiés lorsqu'on utilise mal ses appareils de chauffage et que, de surcroît, ils sont peu performants. Et aussi lorsqu'on exploite la forêt sans discernement. Rappelons quelques vérités oubliées ou méconnues :

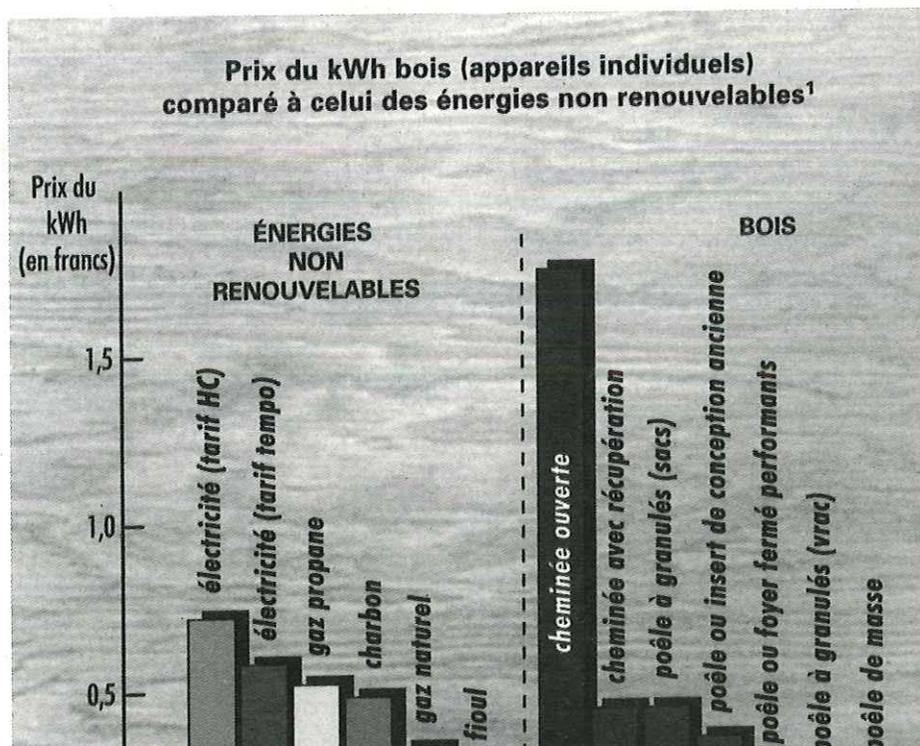
1. Le chauffage au bois ne contribue pas à l'effet de serre, puisque les quantités de gaz carbonique émises lors de la combustion sont sensiblement égales à celles absorbées par une surface de bois ayant produit la même quantité de bois.
2. Le chauffage au bois émet des quantités de polluants négligeables lorsque les appareils sont bien conçus et bien utilisés, avec du bois sec.
3. Bien exploiter la forêt contribue à sa bonne santé et à sa pérennité. En effet, contrairement à ce que pensent certains défenseurs de la nature, une forêt sous-

exploitée, et à plus forte raison laissée à l'abandon, se dégrade et ne voit pas nécessairement sa biodiversité augmenter. Cela est vrai des forêts européennes qui, toutes, ont été entretenues, et parfois plantées, par l'homme depuis des siècles. Il en va bien entendu tout autrement des forêts primaires tropicales.

4. Une forêt non exploitée perd de sa valeur marchande, et son abandon contribue à l'exode rural et à une utilisation croissante d'énergies fossiles et polluantes.
5. En France, la surface boisée a doublé en un siècle.

Un prix de revient très compétitif

Quelle que soit la forme, bûches, plaquettes ou granulés, le bois reste un des combustibles les moins chers, comme le montre le tableau ci-dessous :



Poêles, inserts et autres chauffages au bois

Les nouveaux matériels, performants et économes



Toujours aussi chaleureux et convivial, le feu de bois est devenu aujourd'hui un moyen de chauffage à part entière. Il peut à lui seul chauffer toute une maison, ou fournir au moins la chaleur nécessaire aux pièces de séjour, en conciliant économie, écologie et agrément.

Certains matériels modernes, encore trop peu connus, sont en effet devenus très performants, sans que l'esthétique en pâtisse, bien au contraire. Entre les poêles à post-combustion offrant une large vision du feu, les inserts et foyers fermés à haut rendement, ou encore les poêles semi-automatiques à granulés, on n'a que l'embaras du choix.

Le lecteur découvre notamment que le poêle - classique, revêtu de carreaux de faïence ou aux formes résolument

modernes - mérite une véritable réhabilitation, tant les matériels d'aujourd'hui ont gagné en efficacité, en beauté et en facilité d'emploi. Au point que, de plus en plus, ils sont préférés aux inserts et foyers fermés.

Quant à ceux qui souhaitent opter pour le chauffage central, ils découvrent que les chaudières à bois modernes peuvent égaler en rendement et en automatisme celles au fioul ou à gaz, pour un coût de fonctionnement souvent moindre.

Et quel que soit le type de matériel choisi, on a toujours la satisfaction d'utiliser un combustible renouvelable et ne contribuant pas au réchauffement de la planète.

Rempli de conseils pratiques et d'adresses utiles, ce livre écrit par Claude Aubert, en

collaboration avec l'Ageden (*), est l'outil indispensable pour quiconque souhaite redécouvrir l'agrément du chauffage au bois et en oublier les inconvénients.

(* Association Grenobloise Etude Développement Energies Nouvelles

Poêles, inserts et autres chauffages au bois - Les nouveaux matériels, performants et économes
96 pages - format 15 x 21 cm
Nombreuses illustrations en couleur
Prix : 15,50 euros (port compris)

Vente par correspondance à :
Réseau «Sortir du nucléaire» 9, rue Dumenge 69004 Lyon

DES SOUS POUR NOTRE LOCAL

Objectif atteint et dépassé : un grand merci !

PETIT RAPPEL : Pour travailler en toute indépendance, plusieurs associations dont le Réseau «Sortir du nucléaire» avaient décidé d'acheter en 1995 un local commun au 9, rue Dumenge à Lyon qui a ensuite été agrandi pour permettre de meilleures conditions de travail. Pour financer tout cela, chaque association s'était engagée à trouver un certain nombre de souscripteurs pour contribuer au capital de la Société civile immobilière (SCI) «Un toit pour l'écologie». De son côté, le Réseau s'était engagé à trouver 100 parts à 381 euros (2500 F environ). En juin, au moment de notre dernier appel, il en manquait encore 20 pour atteindre les 100 parts.

RÉSULTAT : Enorme surprise, grâce à votre générosité, nous avons reçu 41 parts, ce qui fait un total de 121 parts ! Merci aux nouveaux souscripteurs : Marylène M. (86), Cyrill M. (69), Bernard-Marie M. (48), Didier S.M. (Côte d'Ivoire), Gilles B. (68), Marie Agnès A. (08), Jean-Philippe

D. (03), Christophe C. (66), Jean-Pierre L. (33), Jean-Come D. (64), Didier G. (69).

AVANT DE FINIR : Notre engagement est donc non seulement atteint mais pulvérisé ! Un grand merci à vous toutes et à vous tous (dont la liste serait trop longue à écrire ici) qui, au cours de années passées, nous avez témoigné de votre confiance en nous aidant à payer notre local. Vous recevrez tous dans les prochains mois une attestation en bonne et due forme avec le montant pour lequel vous avez souscrit. Pour celles ou ceux qui souhaiteraient encore participer, c'est toujours possible dans la mesure où toutes les associations du 9, rue Dumenge n'ont pas encore rempli leur engagement financier. Si vous voulez les y aider, pourquoi ne pas devenir vous aussi copropriétaire ? Il ne s'agit pas d'un don mais d'un placement (avec une attestation à l'appui). Ce placement n'est pas rémunéré mais, l'argent est récupérable dans les mêmes conditions

qu'une vente en copropriété. L'achat d'une ou plusieurs parts de 381 euros (2500 F environ) peut être effectué en une ou plusieurs fois : vous pouvez faire un seul chèque ou plusieurs chèques encaissables selon un échéancier à nous préciser. Dans tous les cas, le ou les chèques sont à libeller à l'ordre de «Un toit pour l'écologie» et à adresser au : Réseau «Sortir du nucléaire», à l'attention de Jacques Caclin, 9, rue Dumenge 69004 Lyon.

Pour tout renseignement, n'hésitez pas à contacter Jacques Caclin qui est le gérant de la SCI «Un toit pour l'écologie» au 04 78 28 34 52 (tel/fax) ou par mail à : jcaclin@infonie.fr

Au nom de toutes les associations du 9, rue Dumenge, merci de nous aider à boucler le budget. Nous ne manquerons pas de vous informer dans ces colonnes lorsque le budget sera complètement bouclé... ce qui nous l'espérons se concrétisera le plus vite possible.

Les sacrifiés du nucléaire

ARTICLE PARU DANS *TEMOIGNAGE CHRETIEN* N° 3019 DU 13 JUIN 2002

Les choses ne tournaient pas rond depuis longtemps. Trop longtemps. Pire, elles s'aggravaient année après année. La nature ne se comportait plus comme elle le faisait depuis toujours, leur univers leur était devenu hostile.

Ils pensaient qu'une malédiction s'était abattue sur leur tête. Ils, ce sont des Adivasis, les aborigènes animistes du Jharkhand, un état à l'est de l'Inde. Depuis une trentaine d'années, des phénomènes étranges les inquiétaient. Ils pensaient que Singbonda, dieu de la forêt, leur faisait payer la conversion de certains des leurs à l'hindouisme. Les femmes ne donnaient plus d'enfants, ou de moins en moins. Lorsqu'ils parvenaient à terme, beaucoup de nourrissons souffraient de maux jusqu'alors inconnus ou naissaient avec des malformations monstrueuses. Les adultes mouraient de plus en plus jeunes. Plus étrange encore, lorsque les paysans ressemaient le riz, celui-ci ne germait pas pour donner une récolte la saison suivante. Il était devenu stérile. Aujourd'hui, les 30 000 habitants de la région savent qu'ils ne sont pas les victimes d'un fléau imposé par les forces sylvestres, mais bien plutôt d'un énorme scandale que le gouvernement indien voudrait bien passer sous silence. Le mal est là, constamment présent, énorme, il occupe et déforme tout le paysage. La responsabilité de ce désastre est aujourd'hui évidente, cependant la contamination, la pollution restent invisibles. Et pour cause, la radioactivité, contrairement au pétrole ou à d'autres agents polluants, ne se remarque pas quand elle se répand. Les ravages qu'elle provoque mettent parfois beaucoup de temps à se révéler.

Malformations chez 35 % des enfants

Tout a commencé dans les années 60. A l'époque, l'Inde recherchait du combustible pour ses premiers réacteurs atomiques. Après de longues investigations, un gisement d'uranium est découvert à Jadugoda, un village d'indigènes situé dans l'état du Bihar. En 1967, l'UCIL, l'Uranium Corporation of India Limited, propriété du gouvernement indien, y ouvre une mine. Au début, l'exploitation se composait d'un puits et

d'un étang. Au fil des années, la société s'agrandit. Aujourd'hui, elle compte trois mines et trois étangs sur un périmètre d'environ dix kilomètres.

Problème : la population indigène, qui vit à Jadugoda et dans les villages alentours, ne fut jamais prise en compte quand il fut décidé d'ouvrir puis d'étendre le complexe minier. Pourquoi s'en soucier ? Les gérants de la mine prétendaient que leurs activités étaient sans danger. Sans danger ? Voyons cela. . .

Depuis trois générations, ces gens vivent à l'ombre des sinistres structures de la compagnie et de graves problèmes, mettant en péril tant la population que l'environnement, sont observés. JOAR (Jharkhand Organization Against Radiation) est le nom de l'association montée par certains autochtones pour faire entendre leur voix. Son président, M. Biruli, avance des chiffres étourdissants : *«Pendant les 34 années d'exploitation du complexe, 35% des enfants nés dans la région ont été marqués par des malformations»*. Il ajoute que *«60% des ouvriers de plus de 50 ans qui travaillaient à la mine ou sur les étangs sont affectés par au moins un problème de santé grave touchant leur sang, leurs os ou encore leur cerveau»*. Mais quel crédit pouvait on accorder à des statistiques avancées par des indigènes ? Conscients de ce handicap, les gens de JOAR firent appel, en 1997, à un scientifique reconnu, le Pr Upadhyay du Center of Applied Ecology, un institut indépendant. Le professeur et son équipe n'ont pas seulement mesuré le taux de radioactivité de l'air, du sol et des eaux, ils se sont aussi intéressés à l'état de santé des habitants de la région ainsi qu'à l'évolution de la faune et de la flore. Les conclusions de leur rapport sont accablantes.

Aucune naissance depuis quatre ans

Le taux de radiation ambiant atteint 50 fois la limite de sécurité préconisée par les normes internationales. Cette radioactivité est suffisante pour provoquer des dégâts irréparables sur une population vivant perpétuellement à son contact. Premières constatations : plus les gens vivent près du complexe, moins les familles sont nombreuses (de

l'ordre de quatre individus par famille, ce qui est rare en Inde) et plus les cas de cancer, leucémie, maladie pulmonaire et malformation congénitale sont abondants. L'espérance de vie sur toute la zone contaminée est de 42 ans alors qu'elle approche les 65 ans pour le reste du sous-continent. Dans les villages de Chatikocha et de Dungriddih, les plus proches des étangs de retenue des rejets miniers, 50 % des habitants sont atteints d'une infection ou d'une infirmité. Aucune des 130 familles qui peuplent ces deux villages n'est épargnée. On estime que les couples sont tous stériles car pas un enfant n'y est né depuis près de quatre ans. La faune montre elle aussi des signes de dégénérescence. L'équipe scientifique a noté la disparition progressive d'un groupe de singes qui fréquentait les abords d'un temple religieux. On en dénombreait plus de trois cents il y a une quinzaine d'années. Ils moururent d'abord de maladies auxquelles ils résistaient auparavant. Quand plus de la moitié des leurs eurent disparu, ils décidèrent de quitter les lieux. Bien avant les hommes, ils réalisèrent que la région était devenue invivable.

«Il est évident que le désastre de Jadugoda est le résultat de la main de l'homme. Par pure avidité, les dirigeants d'UCIL n'ont pris aucune précaution durant ces trente-cinq années pour préserver l'environnement ainsi que la vie des villageois.» Les propos du Dr Upadhyay sont on ne peut plus clairs. Et il ne décolère pas : *«A ma connaissance, il n'y que l'Inde pour se permettre d'exploiter une mine d'uranium sous le nez même des gens.»* Aucune des normes de sécurité imposées par l'INSN (International Nuclear Safety Norms) n'est respectée. Les ouvriers travaillent sans aucune protection.

Mauvaise foi, cynisme et sectarisme.

La plus grande faute des dirigeants de la société est d'avoir négligé le contrôle et la conservation des déchets radioactifs. Les premières activités du complexe de Jadugoda sont d'extraire l'uranium, de le broyer, puis de le traiter afin d'en éliminer les concrétions parasites. Les résidus, à fortes radiations et composés

de nombreux produits chimiques tels que des acides, sont rendus liquides par l'ajout d'eau afin d'être évacués et stockés plus facilement. Première erreur : les étangs conçus à cet effet furent creusés sans avoir été imperméabilisés en leur fond, ni clôturés comme il se doit. Ainsi, les particules radioactives s'infiltrèrent dans le sol et contaminèrent les eaux consommées par les indigènes. Alors que ces pratiques dépassent déjà largement les limites du raisonnable, l'UCIL s'est également vu confier la charge de conserver les barils de déchets hautement radioactifs revenant par train de l'usine de traitement de la ville de Hyderabad, située à plus de mille kilomètres. Deuxième erreur : la compagnie a pour devoir d'engranger les récipients dans les galeries désaffectées, mais des villageois ont constaté à plusieurs reprises que des barils étaient enfouis dans la vase des étangs. Pire, le contenu de certains containers y fut déversé directement. M. Upadhyay affirme avoir aperçu des barils provenant de Hyderabad réutilisés par des habitants pour y conserver des aliments.

De son côté, l'UCIL qui, rappelons-le, dépend du DAE, le ministère de l'Énergie, et donc du gouvernement indien, nie tout en bloc. Elle s'appuie sur ses propres analyses qui révéleraient un taux de radioactivité tout à fait normal pour la région. Pour l'UCIL, seule cette étude fait foi et rend obsolète toutes les autres. Enfonçant plus encore le clou de la mauvaise foi et du cynisme, le gouvernement indien ordonna, sous prétexte de sécurité nationale, que les bilans de toutes ces études ne devaient en aucun cas être mis entre les mains des médias. Aussi, M. KK Beri, directeur d'UCIL, prétendait en 1998 que les gens de la région étaient victimes de leur manque d'hygiène et de leurs habitudes alimentaires. L'argument est sectaire et oublie que l'équipe du professeur Upadhyay avait pris soin de mener parallèlement une étude dans deux autres villages situés respectivement à quinze et vingt-cinq kilomètres du complexe minier. Tant au point de vue ethnique qu'au niveau de ses habitudes alimentaires et hygiéniques, la population de ces villages était en tout point identique à celle de Jadugoda. Là encore, les résultats sont limpides et montrent que ces habitants sont, eux, en parfaite santé.

L'Etat indien coupable

En soutenant, sans scrupules, que la zone était sans risque, l'exploitation n'a pris aucune mesure pour épargner les indigènes ni ne les a informés sur les risques qu'ils couraient. Ainsi, pendant

des années, les habitants se baignaient dans des eaux où étaient déversés des déchets extrêmement radioactifs. Leur bétail s'y abreuvait et chaque année, pendant la mousson, les étangs débordaient et inondaient les rizières. Aujourd'hui, beaucoup de ces habitants aimeraient suivre l'exemple des singes et fuir cette région mortelle. Comment peuvent-ils y parvenir si l'Etat indien n'avoue pas sa culpabilité et ne décide pas de les aider à s'installer ailleurs ? Qui d'autre que le gouvernement pourrait racheter leurs terres irradiées ? Pour le moment, l'affaire est entre les mains de la justice. Ayant reçu tout récemment le soutien d'autres organisations, telles que Greenpeace notamment, et sous la pression de quelques personnalités politiques, JOAR a saisi la cour suprême. C'est déjà un premier pas, mais que peut-on attendre de la justice en Inde où la corruption est un sport national, où la pratique du *bakchich*, est aussi vieille que le pays ? Enfin, que peut bien peser la justice face à de tels enjeux économiques et stratégiques : Jadugoda reste l'unique gisement d'uranium du pays ?

Jadugoda : le village de l'horreur

Gandhalva est né handicapé moteur et mental. Il n'a qu'un œil, l'autre est remplacé par une tumeur. Malgré ses onze ans, il a la corpulence d'un enfant de cinq ans. Il ne parle pas mais gémit continuellement. Il passe ses journées entières allongé, là où sa mère l'a posé. De loin, Leyla a l'allure d'une fillette de huit ans. De plus près, les traits de son visage, ou plutôt la texture de sa peau, pourrait indiquer qu'elle a dépassé la quarantaine. En fait, Leyla a 24 ans. Elle souffre d'un mal qui n'est pas clairement diagnostiqué et qui semble mêler des problèmes de croissance et de rachitisme. Padya est le fils d'un de ces paysans qui travaillait de temps à autre à la mine pour arrondir les fins de mois. Le père est décédé d'un cancer il y a quelques années. Quant à Padya, il semble en pleine forme et tout à fait normal. En tout cas, tant qu'on ne baisse pas les yeux pour regarder ses pieds nus. Ces derniers possèdent chacun six orteils. Encore cela n'a rien d'exceptionnel, quoique, chez Padya, le sixième orteil ait la taille d'un index et soit planté sur le dessus du pied. Voilà trois des dizaines et des dizaines altérations morphologiques congénitales que l'on rencontre dans le secteur. Elles ne représentent que la partie visible de l'effroyable iceberg qui s'est coincé dans cette vallée.

La course effrénée à l'atome

En 1948, le gouvernement indien entame son programme nucléaire. L'Inde construit en 1955 le premier réacteur d'Asie, l'URSS mise à part. Au cours des années 60, le pays acquiert toute l'infrastructure nécessaire à la production des combustibles nucléaires, mais reste contraint d'importer l'uranium des États-Unis. Après de longues investigations à travers le pays, un gisement d'uranium est découvert à Jadugoda et, en 1967, l'UCIL y ouvre une mine. Aucun autre filon ne sera découvert et Jadugoda restera l'unique fournisseur d'uranium des dix réacteurs atomiques du pays. Parallèlement, le gouvernement indien développe un programme nucléaire militaire clandestin, tout en cherchant la coopération de l'étranger pour son programme civil. L'Union soviétique et la RFA fournissent de l'eau lourde avant que l'Inde parvienne à la fabriquer elle-même, grâce à l'aide de la France.

En 1968, l'Inde refuse de signer le traité de non-prolifération et n'autorise pas l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) à effectuer des vérifications après sa première explosion atomique «pacifique» de 1974. En 1998, l'Inde procède à cinq essais nucléaires. Selon le gouvernement indien, deux d'entre eux concernaient une bombe à fission et une bombe thermonucléaire et ont été réalisés pour des raisons de sécurité nationale.

Spectre atomique sur le conflit indo-pakistanaï

La course à l'armement nucléaire dans laquelle s'est lancé l'Etat indien depuis 1948 est largement dictée par sa rivalité avec le Pakistan. Les deux puissances nucléaires se livrent une guerre froide au Cachemire depuis leurs indépendances respectives. Ces dix dernières années, ce «conflit de basse intensité» a fait plus de 30 000 morts. La tension est à nouveau montée ces dernières semaines. Les centaines de milliers de soldats déployés de part et d'autre de la «ligne de contrôle» (en fait, une véritable ligne de front) ont intensifié les bombardements d'artillerie tandis que, au Cachemire indien, les groupes séparatistes pro-pakistanaï multiplient attentats et assassinats. Washington et Londres jouent les médiateurs et envisagent de déployer une force d'interposition sur la ligne de contrôle. Sa mission sera probablement de traquer les milices intégristes islamistes qui se sont rabattues sur le Cachemire après avoir été chassées d'Afghanistan.

Sébastien Gaudard

Libérez Bandajhevsky !

La dernière image que nous ayons du Professeur Youri Bandajevsky provient d'un reportage de la télévision russe : un policier l'emmène, le 18 juin 2001, au goulag pour 8 ans. Au journaliste qui lui demande ce qu'il pense du verdict le condamnant pour corruption, il répond d'une voix déterminée : «Je suis innocent, je rejette catégoriquement l'accusation».

Condamné à huit années de goulag

En neuf ans de recherches et d'expérimentations rigoureuses à l'Institut de médecine de Gomel, qu'il a créé après la catastrophe de Tchernobyl et dirigé jusqu'à son arrestation, il est le seul à avoir commencé à décrire l'action destructrice sur tous les organes vitaux, des faibles doses du césium radioactif incorporé dans l'organisme humain.

Depuis, un vaste réseau international de solidarité s'est développé pour soutenir la campagne : «Libérez Bandajevsky». A côté de milliers d'amis inconnus, proches ou lointains, des scientifiques se mobilisent : en mai 2002, le Président de l'Académie des Sciences, Hubert Curien a écrit au Président du Bélarus ; François Jacob, Prix Nobel de Médecine, a également envoyé un message de soutien. L'association Euroscience en a fait de même.

Sur le plan politique, grâce aux efforts de la députée européenne Marie-Anne Isler-Béguin, au nom de la Présidence Européenne, J.M. Aznar a écrit en avril 2002 que l'Europe suspendait sa coopération avec le Bélarus, tant que les droits de la personne seraient violés et que Bandajevsky ne serait pas libéré, et que seuls les projets d'aide à Tchernobyl portés par des ONG seraient soutenus pour le moment.

En juin, une délégation parlementaire du Conseil de l'Europe, venue à Minsk, a demandé à voir Bandajevsky et a longuement parlé avec son épouse, Galina et avec son avocat Maître Baranov. Avant cette visite, Bandajevsky vivait et dormait dans une salle commune, où il souffrait énormément du bruit incessant qui l'empêchait de penser, et de la

promiscuité avec 150 autres détenus. La délégation l'a trouvé dans une petite chambre à 4 lits, avec une table, un ordinateur et même un téléphone pour parler à sa fille. Son moral était meilleur qu'un mois plus tôt, où sa femme l'avait trouvé déprimé, souffrant de ne plus pouvoir se concentrer, ni exercer son esprit et sa réflexion scientifique. Cependant les parlementaires sont restés fermes, ils ont demandé aux autorités la libération de Youri Bandajevsky. Selon diverses sources, il serait de nouveau très malade, soumis à des pressions, voire drogué, pour qu'il signe son acte d'accusation, selon lequel il aurait reçu 7000 dollars d'étudiants.

Les dons envoyés par ses amis permettent à son avocat d'aller le voir régulièrement, car il doit payer 70 dollars de taxe à chaque visite. Les dons permettent aussi à sa femme de lui envoyer le nécessaire, de téléphoner, de se rendre à Minsk pour ses démarches. L'essentiel va cependant actuellement aux traductions : dossiers juridiques et scientifiques, lettres, réalisés avec dévouement par Madame L. Mouraviev à Moscou (1).

Deux recours aux Nations-Unies

Deux recours ont été déposés au printemps 2002 aux Nations-Unies à Genève : l'un auprès de la Commission des Droits de l'Homme, par Maître G. Pogoniaïlo, Vice-Président du Comité Helsinki de Minsk, l'autre auprès du Groupe de Travail des Nations-Unies sur la Détention Arbitraire, par la Fédération Internationale des Ligues des Droits de l'Homme et l'Observatoire pour la Protection des Droits de l'Homme. Avec Amnesty International, ces ONG accréditées à l'ONU défendront le dossier de Bandajevsky lorsqu'il sera inscrit à l'ordre du jour. Le groupe de travail sur la Torture à l'ONU pourrait aussi être saisi, s'il s'avère qu'il est drogué et menacé en prison.

Au cours d'une conférence de presse, le 25 juin, à l'ONU à Genève, Paul Bonny de Contratom a personnellement remis ces 2 recours aux représentants du Bélarus, de Russie, d'Ukraine ainsi qu'au

représentant de Kofi Annan à Genève, M. Orjonikidze, et à M. Oshima, responsable du Service des Catastrophes de l'ONU. Avec l'aide de la Suisse, l'ONU vient d'ouvrir un site pour Tchernobyl, où il est possible de faire figurer des documents indépendants sur les travaux et la situation de Bandajevsky (2).

En France, c'est la Criirad qui a lancé l'action la plus spectaculaire, ralliant de nombreuses organisations et militants, entre autres du Réseau Sortir du Nucléaire, le 25 mai à Genève, sur la Place



des Nations. Vêtus de T-shirts «Libérez Bandajevsky», nous avons déposé des centaines de messages de solidarité aux Nations-Unies, à la Mission du Bélarus et à l'Organisation Mondiale de la Santé.

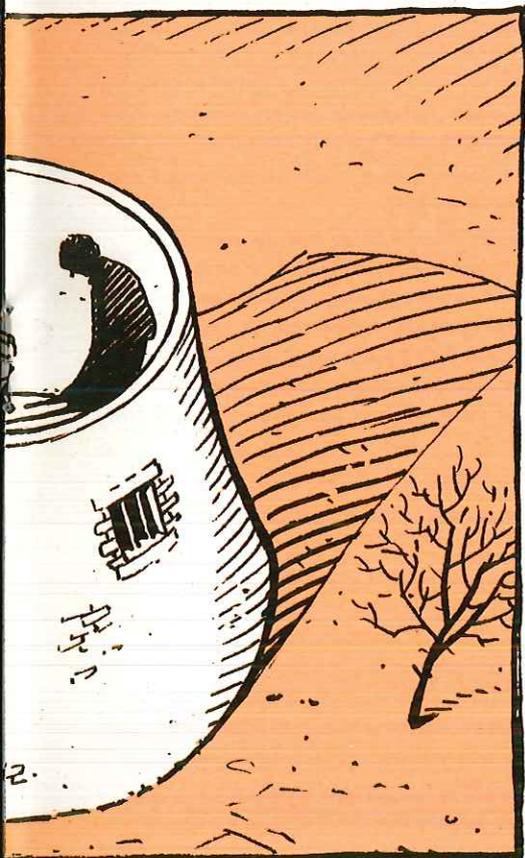
Une collecte est en cours, pour permettre au Dr Galina Bandajevsky, spécialiste en cardiologie infantile, de quitter Gomel, où sa situation est devenue intenable, de louer un appartement à Minsk et de travailler à l'Institut indépendant Belrad pour soigner les enfants de Tchernobyl (3).

“Je suis innocent et je rejette catégoriquement l'accusation”

Une désinformation permanente

Malheureusement, le dogme qui nie les effets de Tchernobyl est toujours bien en place, et la désinformation est permanente. Selon les représentants du lobby, Tchernobyl n'aurait causé que 32 morts et 2000 cancers de la thyroïde, chez les enfants et adolescents seulement.

En conséquence, l'Agence Internationale pour l'Energie Atomique, ainsi que le Comité Scientifique des Nations-Unies sur l'Effet des Radiations sur la Santé (UNSCEAR), représenté en France par les Professeurs Lacronique et Aurengo, affirment que les mesures d'évacuation étaient inutiles, voire nuisibles, car elles ont stressé les populations. Il faut à



présent permettre à ces malheureux de vivre dans des zones contaminées par 15 à 40 Curies (et davantage), moyennant quelques précautions, que leur expliquera par exemple une valise pédagogique, ainsi que le préconisait cet hiver l'ONG «Carrefour Tchernobyl», émanation d'ETHOS, elle-même financée par le CEPN (EDF, le CEA et AREVA).

Un nouveau projet, «CORE», promu actuellement au Bélarus par les mêmes acteurs, prévoit avec l'aide d'institutions financières internationales (Banque Mondiale, etc.) et le soutien de l'Union

Européenne, de revitaliser la vie économique dans les régions de Tchernobyl autrefois évacuées ou classées en zones d'évacuation volontaire, en permettant aux paysans de recultiver les terres contaminées (dogme de l'innocuité des «faibles doses») et en leur accordant pour cela une aide technique et économique. Des réfugiés du Caucase et d'ailleurs recolonisent actuellement ces régions.

Dans les projets officiels, on parle peu de santé, peu de mesure de la radioactivité, beaucoup de psychologie, de stress, d'économie. Or, dans certains villages, les enfants sont malades à 80%. Aucun projet de ce type ne peut être accepté et soutenu, sans des mesures préalables de radioactivité (humain, nourriture, sols) et d'exams médicaux (en particulier chez les enfants).

Faire face à la désinformation

«Cassez le thermomètre, et le patient n'aura plus de fièvre». Le mensonge officiel, repris une fois encore par le rapport de l'ONU publié le 6 février 2002, ne tiendra qu'aussi longtemps que l'on empêchera les médecins et scientifiques locaux de publier ce qu'ils observent chaque jour dans les hôpitaux. Bandajevsky au goulag, c'est la suite logique d'une désinformation nécessaire à la survie même du nucléaire chez nous et ailleurs dans le monde. La Commissaire Européenne Loyola de Palacio vient d'affirmer que le nucléaire ne survivrait pas à un nouveau Tchernobyl. La vérité sur la catastrophe de 1986 devrait y suffire.

Le 26 avril 2002, 16^e anniversaire de Tchernobyl, la télévision suisse italienne a présenté le très beau film de Wladimir Tschertkoff «Mensonges nucléaires» (4). Enregistré pendant la conférence de l'OMS à Kiev en juin 2001, on y voit se succéder à la tribune les négationnistes : Gonzales de l'AIEA, Gentner de l'UNSCEAR, les Professeurs Guskova, Yarmonenko et Savkin de Moscou. Les souffrances et les milliers de morts suite à Tchernobyl sont niées, psychiatisées, les scientifiques indépendants insultés, ridiculisés, menacés.

Face à cette attitude partisane et criminelle, les scientifiques, Nesterenko, Gontcharova, Yablokov, Bandajevsky, interviewé pendant sa liberté surveillée, présentent leurs données avec courage, compétence et détermination. Les enfants, de plus en plus jeunes, sont de plus en plus malades : 3 attaques cérébrales à l'école primaire, crises cardiaques, maladies systémiques, les

médecins affirment que le concept de «maladie des vieux» a perdu tout son sens au Bélarus : on observe chez les enfants de Tchernobyl des maladies qui chez nous n'apparaissent que 40-50 ans plus tard.

Continuons, de plus en plus nombreux, à exiger : «Libérez Bandajevsky» ; de plus en plus nombreux, dénonçons le mensonge nucléaire. Ensemble, sortons du nucléaire! Tous à Strasbourg le 20 octobre 2002.

Solange Fernex

(1) Enfants de Tchernobyl Bélarus, 20 rue Principale, 68480 Biederthal

(2) www.chernobyl.info

(3) Criirad, le Cime, 471, avenue V. Hugo, 26000-Valence

(4) «Mensonges Nucléaires», film de Wladimir Tschertkoff, disponible auprès du Réseau Sortir du Nucléaire (18 euros, port compris) : présenté page suivante.

(5) Adresses où écrire :

- Youri I. Bandajevsky, ul. Kalvarijskaya 36, B.P. 3521, 220600 Minsk, Belarus, il lit et comprend le français. Pour le soutenir, envoyez-lui cartes d'enfants, beaux paysages ...

- Président A. Loukachenko, c/o Ambassade du Bélarus, 56, av. Suchet, 75017 - Paris (pour lui demander de libérer Bandajevsky).

EXPO PHOTOS : L'HÉRITAGE DE TCHERNOBYL

Une idée d'action pour faire savoir ce qui se passe à Tchernobyl

Connaissez-vous les photos de Paul Fusco ? Ce photographe de renommée internationale a réalisé un superbe et bouleversant reportage dans les environs de Tchernobyl. Ces photos sont présentées dans un livre d'art : «L'héritage de Tchernobyl». Cet ouvrage est diffusé en France exclusivement par le Réseau Sortir du nucléaire (on se demande d'ailleurs bien pourquoi on est les seuls...). Il est disponible au prix de 62 euros port compris.

A partir de ce livre, nous avons réalisé une exposition photo. Pourquoi ne pas la présenter dans votre ville? Elle est facile à installer, et les frais sont modiques.

Pour tout savoir sur les conditions de prêt de cette expo, contactez Nadège au secrétariat du Réseau: 04 78 28 29 22

Mensonges nucléaires

DOCUMENTAIRE

Le reportage de la télévision suisse «*Mensonges nucléaires*» atteste qu'au cœur de la civilisation occidentale, riche et technologiquement avancée, un crime scientifique programmé se perpétue depuis seize ans sous de hautes responsabilités, dans l'indifférence générale et la désinformation.

Le lobby nucléaire et la médecine officielle condamnent sciemment des millions de cobayes humains à expérimenter dans leur corps des pathologies nouvelles dans le vaste laboratoire des territoires contaminés par Tchernobyl.

Le film révèle l'existence d'un conflit d'intérêts entre deux Agences des Nations Unies, directement responsables de la gestion des conséquences de la catastrophe de Tchernobyl pour la santé des populations contaminées. Un accord signé entre l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS) et l'Agence Internationale pour l'Energie Atomique (AIEA) empêche l'OMS d'agir librement dans le domaine nucléaire, si elle n'a pas l'assentiment de l'AIEA. Formée de physiciens et non de

médecins, cette dernière, dont l'objectif principal est la promotion des centrales nucléaires dans le monde, est la seule agence qui dépende directement du Conseil de sécurité des Nations Unies. Elle impose son diktat à l'OMS, dont le but, exprimé au chapitre I de sa Constitution, est «d'amener tous les peuples au niveau de santé le plus élevé possible». Les deux Agences ne reconnaissent jusqu'à présent, comme conséquences de l'accident de Tchernobyl, que la mort de 32 pompiers lors des premières heures de la catastrophe, 200 cancers causés par irradiation aiguë et 2 000 tumeurs à la thyroïde.

En revanche, le Bureau des Nations Unies pour les Affaires Humanitaires partage l'avis de Kofi Annan, qui estime à 9 millions les victimes et affirme que la tragédie de Tchernobyl ne fait que commencer.

Ces faits et ces contradictions ont éclaté à la Conférence internationale sur les conséquences médicales de la catastrophe de Tchernobyl, organisée à Kiev en juin 2001 sous l'égide de l'OMS, dont les travaux ont été filmés

intégralement. L'importance de cette conférence résidait dans l'adoption d'une résolution finale, dont les recommandations constituent la base pour les décisions des gouvernements dans le domaine de la radioprotection. Conformément à la ligne maintenue par l'OMS et l'AIEA, les rédacteurs de la résolution finale n'ont pas mentionné dans ce texte les nouvelles données scientifiques présentées lors de cette conférence, qui contredisent le dogme officiel. Mensonge par omission.

Un scientifique et un médecin ont eu le courage d'enfreindre les dogmes officiels. L'un, Vassili Nesterenko, a eu la carrière cassée, mais continue sa bataille dans les villages contaminés. L'autre, Youri Bandajhevsky, croupit en prison, condamné par un tribunal militaire à huit ans de goulag.

Ce reportage de 52 minutes est à découvrir absolument. Il s'agit aussi d'un excellent support pour organiser des réunions publiques. La cassette vidéo, disponible au prix de 18 euros, est à commander au Réseau «Sortir du nucléaire» 9, rue Dumenge 69004 Lyon.

FLASH BACK

Le nucléaire n'est pas une énergie d'avenir

(SELON UN RAPPORT DE L'ONU ... DE 1997)

NEW YORK (Nations Unies), 28 février 1997 (Agence France Presse). **L'énergie nucléaire ne constitue pas une source d'énergie appropriée pour l'avenir, estime un rapport de l'ONU rendu public fin février 1997, qui prône le développement d'autres solutions respectueuses de l'environnement.**

Ce rapport du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) a été publié avant la réunion destinée à dresser un état des lieux du sommet mondial de la Terre de Rio, qui s'est tenue en juin 1997 à New York.

Selon cette étude, l'énergie nucléaire ne devrait servir à produire l'électricité jusqu'alors produite par des combustibles fossiles qu'uniquement si des réponses étaient apportées aux questions telles que la prolifération nucléaire, le transport des déchets radioactifs ou la sécurité au niveau des réacteurs.

«L'énergie nucléaire pose des défis en matière de sécurité à cause du lien entre l'énergie nucléaire et les armes nucléaires», estime encore le rapport, intitulé «L'énergie après Rio : perspectives et défis».

L'énergie nucléaire représente jusqu'à présent environ 5 % de l'énergie mondiale et quelque 15 % de son électricité, mais certains pays industrialisés comme la France en dépendent beaucoup plus fortement.

«Si à long terme l'énergie nucléaire vient à produire une proportion encore plus importante de l'énergie mondiale, la protection de matériaux utilisables dans la production d'armes deviendra encore plus décourageante», poursuit le rapport.

Selon le texte, la nécessité de s'assurer que les matériaux nucléaires ne sont pas consacrés à la production d'armes coûte «considérablement plus cher que

développer une énergie renouvelable». Les combustibles fossiles, qui fournissent actuellement 76 % de l'énergie primaire mondiale, ont en outre de lourdes conséquences écologiques : pollution atmosphérique, notamment pluies acides. La dépendance des pays en développement à leur égard grève aussi leur dette extérieure.

Selon le rapport, les avancées technologiques devraient permettre aux pays en développement de réaliser des économies d'énergie allant jusqu'à 70 % ou plus à long terme, en réduisant la consommation de ces combustibles fossiles traditionnels.

D'autres sources telles que l'énergie solaire ou éolienne devraient également constituer des solutions de remplacement viables, estime le rapport.

Service public EDF : des syndicats inquiets

EXTRAIT D'UN TRACT CGT - EDF



Dessin extrait d'un tract de la CGT - EDF

Suite à sa dernière Assemblée générale, le Réseau «Sortir du nucléaire» a engagé une réflexion sur la question d'un service public de l'électricité non nucléaire. Afin d'alimenter cette réflexion, nous publions ci-dessous de larges extraits d'un tract (en italique) des ingénieurs, cadres et techniciens CGT d'EDF qui nous a été envoyé par un adhérent du Réseau :

«Notre mission de service public dans les centrales consiste à entretenir les matériels pour produire de l'électricité dans les meilleures conditions de sûreté et de sécurité au moindre coût. (...) Nous n'avons plus aujourd'hui les moyens de remplir correctement notre mission.

Nous constatons depuis des années la mise en œuvre d'une stratégie d'affaiblissement du service public par une organisation des activités qui lui fait perdre ses compétences techniques et à partir de là sa capacité à réellement maîtriser ses coûts de production, sa sécurité, sa sûreté et donc sa pérennité. Tout cela s'accompagne d'un management permanent d'autoculpabilisation qui conduit à démotiver les agents. La «technicité» de ces derniers est méprisée.

C'est comme si le «travail bien fait», l'honneur professionnel, la fierté du geste professionnel maîtrisé étaient devenus le

cadet des soucis des directions.

L'application des recettes «américaines», avec du personnel statutaire seulement à la conduite et toutes les activités de maintenance et tertiaire sous-traitées, semble bien être le modèle inavouable de nos directions.

Quelle catastrophe nous prépare t-on à suivre de tels mirages managériaux !

Le doux rêve selon lequel il ne serait plus utile de s'en faire à gérer les contraintes de la production, puisque ce serait dans le négoce et la spéculation que se dégagerait réellement la valeur, continue de bercer ceux qui rêvent à la libéralisation du secteur de l'énergie.

Et pourtant, il serait temps de se réveiller ! Après la Californie, l'Australie, l'Argentine, l'Italie, l'Espagne ... il serait temps de tirer les enseignements.

D'autant que cet hiver, c'est bien le syndrome de la faillite la plus importante des Etats-Unis avec la faillite d'ENRON (premier négociant d'électricité au monde), qui a commencé à plomber nos comptes en nous forçant à acheter des kWh à 2,70 F pendant que nous continuions à exporter à 0,20 F. Et pour rattraper les dégâts, il faudrait accepter les coupes sombres, imposées de Paris, de 15 % dans les budgets d'exploitation pour 2002 !

STOP !

Nous n'acceptons plus la fuite en avant vers toujours plus de sous-traitance. Cela coûte deux à trois fois plus cher que si

nous le faisons nous-même, ce qui est contraire à la recherche du kWh au moindre coût.

Pendant ce temps, nous perdons notre savoir-faire et nous devenons donc dépendants d'un sous-traitant qui peut à tout moment faire du chantage sur les prix en menaçant d'aller voir ailleurs.

La fuite en avant vers une solution visant à sous-traiter «clefs en main» des arrêts de tranche complets n'est pas de nature à résoudre les problèmes posés par la sous-traitance dont les conditions de travail sont déplorables.

Nous sommes dans des industries à risques industriels majeurs et EDF doit conserver un niveau d'effectif organique suffisant pour garantir ses compétences, sa sûreté et un niveau d'autonomie suffisante. (...)

Nous ne pouvons plus garder individuellement ce que nous voyons au quotidien.

Des conférences de presse seront organisées (...) sur les gâchis économiques au quotidien et les dangers de la sous-traitance actuelle et en prévision.

Partout en France, les techniciens et agents de maîtrise de la maintenance, avec les cadres, auront la parole : engageons ensemble une première riposte. Parlons vrai.

Pantin, le 17 janvier 2002

Avec le solaire, bons le nucléaire

et de
l'entre
roduire
village
ller à la
au

Le reste des économies provient du remplacement des ampoules à incandescence par des ampoules économes, de la suppression des veilles (magnétoscopes, antenne satellite, horloge de la cuisinière...), du branchement du lave-vaisselle et du lave-linge (avec un mitigeur) directement sur le tuyau d'arrivée d'eau chaude.

ectricité.

Habitant à proximité de la forêt de Chaux, nous avons aussi choisi de valoriser une autre énergie renouvelable et les circuits courts en installant un poêle au bois. Celui-ci vient compléter le chauffage central au fuel déjà bien maîtrisé grâce à une bonne isolation et à un thermostat

ies

d'ambiance. L'utilisation du bois nous a ainsi permis de diviser par deux notre consommation de fuel (de 900 à 450 litres par an).

**Mettre en
pratique ses
convictions
antinucléaires**

Pratique et efficace

Nos 15 m² de panneaux solaires photovoltaïques et

audière
tive, le
ateurs et
e classe A
ix la
froid (2).

les 4 m² de panneaux solaires thermiques ont été installés sur un pan de toit orienté sud-ouest et incliné à 40°, l'orientation optimale étant plein sud. Cependant, la centrale solaire photovoltaïque d'une puissance de 1425 Wc, qui a produit 1200

kWh pendant sa première année de fonctionnement, couvre largement notre consommation électrique. Le surplus de notre production électrique est injecté sur le réseau EDF et se décompte automatiquement, le compteur tournant alors à l'envers. Ainsi, en attendant l'établissement d'un contrat de rachat par EDF, les deux dernières factures se limitaient à l'abonnement. Quant à la production solaire d'eau chaude sanitaire, elle couvre environ 60% de notre consommation pour une famille de trois personnes ; le chauffe-eau, d'une capacité de 300 litres, permet une autonomie d'eau chaude pour une courte période d'intempéries. Ainsi, en avril 2002, nous n'avons chauffé l'eau chaude avec la chaudière au fuel qu'une seule journée.

Installation solaire : photovoltaïque et therm



Installation et subventions

Pour la préparation de notre projet (3) et les travaux (qui ont duré une semaine), nous avons eu d'excellents contacts avec les artisans de Jura Énergie Solaire (4). En revanche, la partie administrative s'est révélée un véritable parcours du combattant qui n'est toujours pas achevé. La maison étant située à proximité d'un pigeonnier classé, il a tout d'abord fallu obtenir l'autorisation de l'Architecte des Bâtiments de France, qui a demandé l'intégration en toiture des panneaux et proposé de les disposer autrement. Pour les subventions, l'ADEME (5) et la Région de Franche-Comté ont été nos interlocuteurs principaux. Au total, nous avons bénéficié de subventions de l'Union Européenne, de l'ADEME et de la Région. Ces aides ont couvert 55 % du coût de l'installation solaire photovoltaïque et 30% du coût de l'installation solaire thermique. Nous devrions aussi bénéficier d'un crédit d'impôt.

Jungle administrative

Mais l'épreuve administrative la plus ardue est venue d'EDF. Contrairement à l'image qu'elle veut donner à grand

renfort de publicité, les pratiques d'EDF freinent le développement des petits producteurs d'énergies renouvelables. Au départ, tout semblait simple : un technicien d'EDF est venu vérifier la conformité de notre installation avec le réseau et nous avons déposé une demande de contrat d'achat en septembre 2001. Peu de temps après, nous avons été contactés par EDF-GDF Services Accés Réseau Distribution : on nous a lu, au téléphone, les décrets du Journal Officiel concernant les procédures pour pouvoir obtenir un contrat. En fait, aucun seuil de puissance n'est appliqué, et les lourdeurs administratives de cette procédure ne peuvent que décourager les petits producteurs. Ainsi a commencé, «à tâtons», notre quête de reconnaissance administrative. Tout d'abord, l'obtention d'un certificat d'obligation d'achat délivré par la préfecture. Il s'est avéré que c'est la DRIRE (Direction Régionale de l'Industrie et de la Recherche) qui le décernait. Un ingénieur de la DRIRE s'est donc déplacé pour découvrir notre centrale électrique de 1,4 KW de

puissance. Une fois décerné le précieux document et grâce aux conseils de cet ingénieur de la DRIRE, nous avons pu «frapper à la bonne porte» du Ministère de l'Industrie : la Direction Générale de l'Energie et des Matières Premières, Direction du Gaz, de l'Electricité et du Charbon (DGEMP/DIGEC/Service

Un véritable parcours du combattant

électricité). Il nous fallait alors obtenir une «déclaration relative à l'autorisation d'exploiter les installations de production d'électricité». «Au compte-gouttes», toute une série de documents nous a été réclamée : l'autorisation de travaux avec l'avis de l'Architecte des Bâtiments de

France pour évaluer l'impact de notre installation sur l'environnement, les notifications d'attribution de subventions et les factures pour évaluer l'impact économique, le certificat d'obligation d'achat de la DRIRE, une attestation de conformité de l'installation aux normes en vigueur, un certificat de conformité établi par le constructeur des panneaux photovoltaïques et un courrier d'EDF certifiant que l'installation ne perturbe pas la sécurité et la sûreté du réseau de distribution. Une fois l'ensemble de ces pièces fourni, il nous a été demandé par un courrier, en recommandé avec accusé de réception, de renvoyer un dossier comprenant l'ensemble des pièces... en trois exemplaires !

La balle est désormais dans le camp d'EDF, à qui nous avons fourni tous les éléments demandés en décembre 2001 mais qui, fin août 2002, n'est toujours pas en mesure de nous proposer un contrat (6)...

Hervé Prat et Anne Mairet

(1) Le site personnel de Vincent Fristot relatif à son toit solaire situé sur un immeuble en centre ville de Grenoble donne des conseils de maîtrise de l'énergie et un suivi détaillé de sa production et de sa consommation d'électricité depuis plusieurs années. www.multimania.com/toitsolaire

(2) Le site d'Olivier Sidler présente les appareils ménagers les plus économes :

<http://perso.club-internet.fr/sidler>

(3) L'association HESPUL conseille sur la mise en place de centrales photovoltaïques.

HESPUL, 114, bd du 11 novembre, 69100 VILLEURBANNE
tel : 04 37 47 80 90

(4) Jura Énergie Solaire - 39800 Colonne
tél. 03 84 37 57 00

(5) ADEME : Agence de l'Environnement et de la Maîtrise de l'Energie, 27, rue Louis Vicat, 75015 PARIS,
tel : 01 47 65 20 00; www.ademe.fr

(6) Un arrêté ministériel paru en mars 2002 a fixé le tarif d'achat à 0,1525euro (1 F) le kWh contre 0,45 euros (5 F) le kWh en Allemagne.

Eclans - Jura)



Chauffage électrique : à qui profite le crime ?

Publicité télévisée, affichage public... Chaque année, le chauffage électrique nous est présenté comme performant, économique et écologique. Trois arguments qui méritent que l'on prenne le temps d'une analyse un peu plus fine que la simple affirmation.

Le chauffage électrique n'est pas performant

Un convecteur a en effet un rendement de 100%, c'est-à-dire que la totalité de l'électricité consommée est transformée en chaleur. Certes, mais remontons le fil électrique jusqu'à la centrale pour tracer un bref historique de cette électricité.

Entre la centrale et le convecteur, l'électricité parcourt plusieurs centaines de kilomètres à travers un dédale de lignes à haute, moyenne et basse tension. Les pertes en ligne étant de 10%, notre bon convecteur voit sa performance diminuée d'autant. 90% de rendement, c'est encore très bien.

Que se passe-t-il maintenant dans les centrales ? Une centrale, qu'elle soit nucléaire ou thermique classique (gaz, fioul, charbon), affiche un rendement maximal de 40% si l'on en croit les données du Ministère français de l'industrie (1). En fait, moins de la moitié de l'énergie initiale est effectivement transformée en électricité.

Voilà notre convecteur réduit à annoncer un rendement réel de seulement 30% dans le meilleur des cas. En fait, près des deux tiers de l'énergie sont gaspillés.

Moralité, le chauffage électrique n'est pas aussi efficace que l'on voudrait bien nous le faire croire.

Le chauffage électrique n'est pas économe

Deuxième affirmation, très récente celle-là, le chauffage électrique est économe. Cela peut signifier deux choses. Soit que le coût de revient à l'usage est faible, soit que l'on consomme moins à confort égal.

La première hypothèse est démentie par la plus anodine facture EDF-GDF : le

kilowattheure électrique (0,0787 centimes en moyenne) coûte près de trois fois plus cher que le kilowattheure gaz (0,0270 centimes en moyenne). Même une analyse tenant compte de la différence de l'investissement ne permet pas de conforter cette première hypothèse.

Deuxième hypothèse, le chauffage électrique apporte une chaleur équivalente en consommant moins d'énergie qu'un autre mode de chauffage. Toute personne normalement constituée dont le logement est équipé de convecteurs pourrait démentir, mais il est statistiquement démontré que les ménages équipés en tout-électrique consomment moins que les autres. L'inconfort électrique serait-il totalement subjectif ?

Voyons ce que nous disent les experts (2) quand ils tentent d'expliquer les raisons de cet état de fait. Deux phénomènes sont particulièrement intéressants : l'effet bois et l'effet prix.

L'effet bois :

Dans une maison chauffée à l'électricité, une cheminée ou un insert sont fréquemment utilisés en substitution à l'électricité tandis que dans une maison chauffée au gaz, le bois reste un agrément et pas un mode de chauffage. En fait la consommation globale de chauffage n'est pas forcément plus faible, elle est différemment répartie.

L'effet prix :

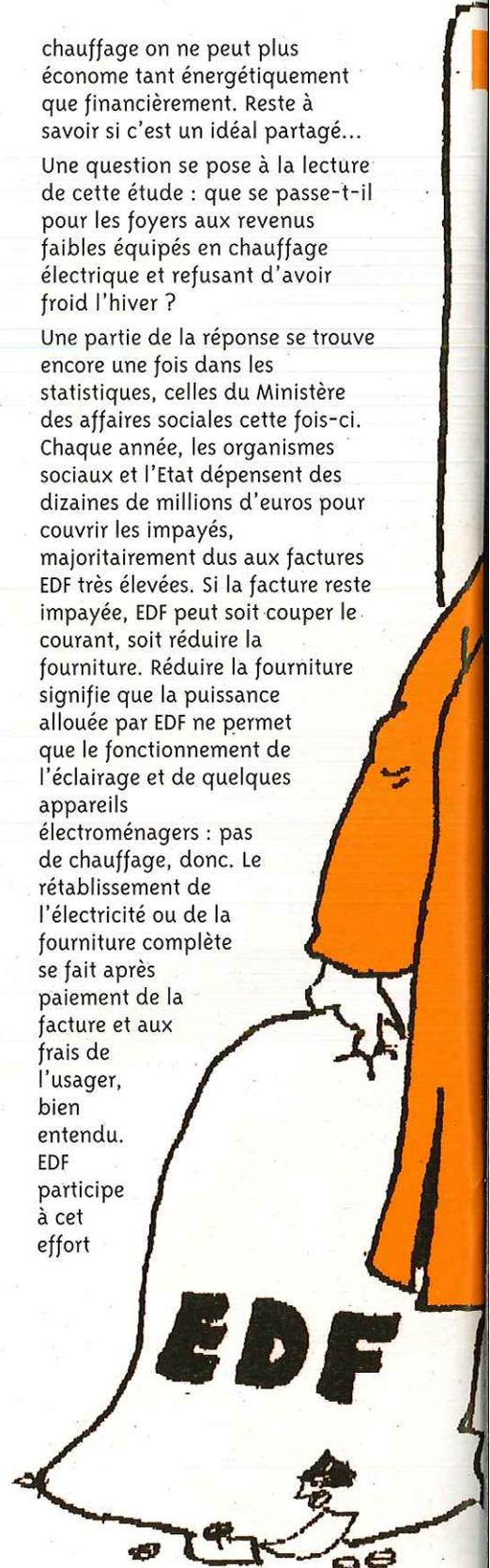
Il s'agit de la réduction de consommation réalisée par les utilisateurs à cause du prix trop élevé du chauffage électrique. On observe un lien entre les revenus et l'utilisation du chauffage, ce qui n'est pas le cas pour les logements au gaz. Les ménages aux revenus faibles se privent de chauffage car ils ne peuvent assumer les factures. Une dépense corrélée au revenu a un nom en économie : c'est un « bien de luxe ». Le chauffage électrique semble transformer en « bien de luxe » ce qui était jusque là considéré comme un besoin fondamental.

Avoir froid est en effet un mode de

chauffage on ne peut plus économe tant énergétiquement que financièrement. Reste à savoir si c'est un idéal partagé...

Une question se pose à la lecture de cette étude : que se passe-t-il pour les foyers aux revenus faibles équipés en chauffage électrique et refusant d'avoir froid l'hiver ?

Une partie de la réponse se trouve encore une fois dans les statistiques, celles du Ministère des affaires sociales cette fois-ci. Chaque année, les organismes sociaux et l'Etat dépensent des dizaines de millions d'euros pour couvrir les impayés, majoritairement dus aux factures EDF très élevées. Si la facture reste impayée, EDF peut soit couper le courant, soit réduire la fourniture. Réduire la fourniture signifie que la puissance allouée par EDF ne permet que le fonctionnement de l'éclairage et de quelques appareils électroménagers : pas de chauffage, donc. Le rétablissement de l'électricité ou de la fourniture complète se fait après paiement de la facture et aux frais de l'utilisateur, bien entendu. EDF participe à cet effort



collectif en abondant à un fonds spécial. En fait, chaque fois qu'EDF verse un euro, c'est pour s'assurer d'en toucher trois.

Le chauffage électrique n'est pas écologique

Nous venons de voir que le chauffage électrique a un coût social élevé ; qu'en est-il de son coût écologique ?

Le chauffage électrique est censé être propre. Un convecteur est en effet un appareil particulièrement bien élevé qui ne rejette aucun gaz et aucun déchet dans le logement. Mais remontons encore une fois le cours de l'histoire de l'électricité avant qu'elle n'arrive au compteur.

Le chauffage est par essence un usage saisonnier de l'électricité : on ne se chauffe que l'hiver. C'est également un usage de pointe : tout le monde allume ses convecteurs au même moment. Il entraîne donc des

pics de consommation. En simplifiant quelque peu, quand tout le monde allume ses convecteurs à 19 h au mois de décembre, la puissance demandée au réseau électrique fait un bond.

Pour répondre à cette demande, EDF utilise bien entendu des réacteurs nucléaires, mais aussi des centrales au charbon. Le recours aux centrales thermiques dites classiques est nécessaire et le resterait même si la capacité nucléaire augmentait encore, et cela pour deux raisons au moins. Tout d'abord, une centrale nucléaire n'est rentable que si elle est utilisée toute l'année, soit environ 9 000 h/an. Le chauffage ne fonctionne que 3 000 h/an.

D'autre part, pour répondre aux pics de consommation, il faut pouvoir faire démarrer ou faire monter en puissance une centrale très rapidement, et la souplesse d'utilisation n'est pas ce qui caractérise le mieux un réacteur nucléaire.

Le chauffage électrique entraîne donc la production cumulée de déchets radioactifs et d'importantes quantités de CO₂. Dans la catégorie écologique, on peut vraisemblablement faire mieux.

Les usages de pointe réclamant une forte puissance comme le chauffage électrique ont un autre défaut : ils obligent à maintenir un parc de production électrique en surcapacité pour seulement quelques mois par an. Ils participent donc d'une logique dommageable de surproduction / surconsommation. En effet, la tentation est grande de créer des besoins électriques nouveaux pour les autres périodes de l'année. Ainsi naquit la climatisation réversible électrique...

Le chauffage électrique n'est donc ni performant, ni économe, ni écologique ; il équipe pourtant près du tiers des logements français et plus de 40% des logements neufs. A qui peut donc bien profiter le crime ?

Hélène Gassin

Greenpeace, 22, rue Rasselins
75020 PARIS

Courriel :

helene.gassin@diala.greenpeace.org

(1) Source : DIGEC

(2) Etude du CEREN pour le Ministère de l'Industrie "Les facteurs déterminant les moindres consommations unitaires des logements équipés de chauffage électrique", 1998.



PIERRE

Baromètre d'opinion : les Français et l'énergie

A la demande de l'Observatoire de l'Energie (Ministère de l'industrie), le CREDOC (Centre de recherche pour l'étude et l'observation des conditions de vie) a réalisé en décembre 2001-janvier 2002 une enquête auprès d'un échantillon représentatif de 2000 personnes âgées de 18 ans et plus, sélectionnées selon la méthode des quotas.

Nous publions ici des extraits de ce sondage :

1) «*Selon vous, le choix du nucléaire pour produire les trois quarts de l'électricité en France présente-t-il plutôt des avantages ou plutôt des inconvénients ?*»

Cette question est posée depuis 1994. Pour la première fois les partisans du nucléaire sont moins nombreux que ses adversaires :

- **43,9% des personnes interrogées trouvent plutôt des inconvénients**

- 42,3% des personnes interrogées trouvent plutôt des avantages

- 13,8% des personnes sont indécises.

Le CREDOC évoque la double occurrence des attentats du 11 septembre 2001 aux Etats-Unis et l'explosion de l'usine AZF à Toulouse le 21 septembre 2001 pour expliquer cette évolution traduisant une montée de l'inquiétude des Français sur les risques industriels.

La montée des adversaires du nucléaire s'est faite en deux étapes :

A partir de 1997 et jusqu'en 1999, le nombre de personnes sans opinion sur ce sujet a commencé à reculer (de 23% à 14%), ce qui a contribué à une montée du sentiment qu'il y aurait plutôt des inconvénients au nucléaire.

A partir de 2000, le nombre de partisans du nucléaire a commencé à se réduire (de 51% à 42%), tandis que les «opposants» continuaient à gagner du terrain (de 35% à 44%).

Le partage de la population en deux moitiés à peu près identiques se fait surtout selon le critère du revenu : les personnes ayant un revenu inférieur à 2 300 euros par mois pensent majoritairement que le nucléaire présente plutôt des inconvénients, alors que celles qui ont un revenu supérieur pensent que le nucléaire présente plutôt des avantages.

L'âge est un autre critère de segmentation : 53% des moins de 25 ans voient des inconvénients au nucléaire contre seulement 33% chez les plus de 70 ans.

2) «*Quel est selon vous l'avantage principal du choix du nucléaire ?*»

- **Le coût plus faible du kilowattheure est cité en premier par 37 % de la population**, contre moins de 30% avant 1998.

- La contribution à l'indépendance énergétique de la France arrive en deuxième position avec 25% des réponses.

- L'absence d'impact sur l'effet de serre arrive en troisième position, en recul cette année à 10,3% alors qu'il progressait régulièrement depuis 1998 et avait atteint un maximum l'an dernier avec 13% des réponses.

- Le développement de la technologie de pointe française arrive en quatrième position, cité seulement par 7,1% des personnes (cet argument était cité par 12,8% en 1997) .

3) *A la question: «Quel est selon vous l'inconvénient principal du choix du nucléaire ?»*

- **Les déchets radioactifs (production et stockage) sont cités en premier par 39,9% des personnes interrogées** contre 35,5% en 1994 (47% des moins de 25 ans contre 27% chez les plus de 70 ans, 46% des hommes, 35% des femmes ; plus de 50% des personnes ayant un diplôme supérieur au bac, 30% de celles n'ayant aucun diplôme).

- Le risque d'un accident grave dans une centrale arrive en deuxième position, cité par 35,3% des adversaires du nucléaire (49% des plus de 70 ans, 25% des cadres supérieurs et professions libérales) ; cette part est en légère croissance (33,5% en 2001, 30,6% en 2000).

- La crainte des radiations est partagée par 20,3% des personnes hostiles au nucléaire contre 24% les années précédentes.

- Le moindre recours aux énergies renouvelables, avec 4,3% des réponses, demeure un inconvénient encore très peu cité.

4) «*Comment évaluez-vous l'effort de recherche des pouvoirs publics français pour assurer une gestion correcte des déchets radioactifs. Cet effort vous paraît-il plutôt suffisant ou plutôt insuffisant ?*»

- **77,5% de la population trouvent cet effort insuffisant**,

- 16,2% le trouvent suffisant,

- 6,3% n'ont pas d'opinion.

5) «*Dans les années 70, suite aux chocs pétroliers, la France avait mis en place, pour renforcer sa sécurité d'approvisionnement, un parc de 58 centrales nucléaires. Les attentats du 11 septembre aux Etats-Unis et les événements qui ont suivi vous paraissent-ils justifier un effort de la France pour renforcer sa sécurité d'approvisionnement en énergies ?*»

76,6% des Français se disent très majoritairement favorables à cet effort :
- **51% souhaitent surtout un effort en faveur des énergies renouvelables.**

- 15,4% des personnes interrogées souhaitent un effort en faveur des énergies nouvelles telles hydrogène, piles à combustible, cogénération.

- 10,2% des Français souhaitent un effort en faveur du nucléaire.

6) «*Certaines lignes électriques aériennes ont commencé à être enterrées. Seriez-vous prêt à accepter une légère augmentation de votre facture d'électricité pour permettre la disparition d'une partie plus importante de ces lignes électriques ?*»

- **62 % répondent favorablement.**

7) «*La loi permet désormais de favoriser la production d'électricité à partir d'énergies renouvelables (hydraulique, éolien, solaire, biogaz, bois,...) Quelle augmentation de votre facture d'électricité êtes-vous prêt à accepter pour contribuer à ce développement d'énergies renouvelables ?*»

- **Seuls 15,6% déclarent accepter une augmentation de plus de 2% ,** même si la majorité se déclare favorable à cet effort.

Tous les détails de ce sondage sont sur : <http://www.industrie.gouv.fr/energie/statisti/ins-barometre.htm>

Quelle part de l'électricité dans la consommation française d'énergie ?

Alors qu'en France l'électricité nucléaire représentait un peu plus de 30% de l'énergie consommée en 2000, elle n'en représente plus que 16% depuis 2001. Comment une telle variation peut-elle s'expliquer ?

C'est qu'il y a plusieurs manières de comparer les diverses énergies.

On peut tout d'abord comparer ce que l'on appelle les énergies finales, c'est ce que faisait la France. L'énergie finale est celle qui «sert à quelque chose» chez l'utilisateur final. C'est le litre de pétrole que l'on met dans la voiture, ou encore le kWh électrique qui actionne le lave-linge.

Mais on peut aussi comparer les «énergies primaires», c'est ce que vient de faire la France en adoptant enfin la règle internationale. L'énergie primaire est celle qui sert... à obtenir de l'énergie finale. Il s'agit donc des pétroles bruts, ou encore des combustibles qui servent à faire de la chaleur dans une centrale électrique, que l'on convertira ensuite en électricité. Pour passer de l'énergie primaire à l'énergie finale, il faut alors faire intervenir le rendement de l'installation de conversion (typiquement une centrale électrique dans le cas de l'électricité) et éventuellement du transport. C'est parce que la France vient de changer le «coefficient de conversion» que la proportion vient de changer.

Enfin, pour ne pas manier des milliards dans tous les sens, les énergéticiens ont l'habitude d'utiliser une unité plus commode que le gigajoule qui s'appelle la tonne équivalent pétrole (ou tep), laquelle vaut par définition 42 gigajoules. Ainsi une tonne de pétrole dégage, par sa combustion, 1 tonne équivalent pétrole de chaleur, une tonne de houille vaut 0,619 tonne équivalent pétrole, un MWh (1 000 kWh) vaut 0,086 tep, etc.

Comme la consommation d'énergie électrique en France a été de 400.000.000 MWh en 2000, cela nous donne alors un chiffre de $400.000.000 \times 0,086 = 34$ millions de tep pour l'électricité.

La répartition se présente alors comme suit :

Sachant que le nucléaire représente 80% de la production électrique française, alors sa part dans la consommation finale est de 16%. C'est en adoptant cette nouvelle convention qui est utilisée sur le plan international, par opposition à celle qui prévalait avant, que la proportion de l'électronucléaire est devenue bien plus faible qu'avant.

NB : Tous les chiffres cités ici sont extraits de «Tableaux des consommations d'énergie en France», Observatoire de l'Énergie, édition 2001

D'après www.manicore.com

Nature d'énergie	Consommation finale en France en millions de tep (année 2000)	Part dans le total
Combustibles solides (houille, lignite, etc)	7,31	4,5%
Produits pétroliers	76,90	47,5%
Gaz	32,27	19,9%
Energies renouvelables thermiques (essentiellement bois)	11,26	6,9%
Electricité	34,29	21,2%
TOTAL	162,03	100%

Combien consommons-nous de quoi ?

La consommation d'énergie finale est généralement connue à partir des poids de carburant s'il s'agit de combustibles fossiles, et des kWh électriques s'il s'agit d'électricité.

Chaque combustible dispose d'un pouvoir calorifique propre, c'est-à-dire que lorsque l'on brûle une tonne de ce combustible, cela dégage une certaine quantité d'énergie, sous forme de chaleur, mesurable en joules (qui est l'unité d'énergie), ou plus exactement en milliards de joules, encore appelés gigajoules (Gj). Comparer entre eux les combustibles ne pose aucun problème de méthode : on prend une tonne d'un combustible donné, on la fait brûler, on mesure la chaleur dégagée, et en comparant les diverses quantités de chaleur dégagées par tonne brûlée, on établit la correspondance.

FORMATION

Participez aux stages Criirad

• Radioactivité et radioprotection : le samedi 30 novembre de 9 h à 17 h

- Qu'est-ce que la radioactivité ?

- Les moyens de détection

- Quels sont les effets des rayonnements ionisants sur la santé ?

Inscription : 78 euros (repas non compris). Tel. 04 75 41 82 50

• Utilisation d'un compteur Geiger : mercredi 27 novembre de 14 h à 18 h.

- Comment effectuer les mesures ?

- Champs d'applications et limites de l'appareil

- Savoir interpréter les résultats et repérer les situations anormales

- Comprendre les notions d'activité, d'irradiation, de dose et d'équivalent de dose.

- Savoir évaluer les risques et s'en protéger.

Inscription : 70 euros - Tel. 04 75 41 82 50.

Ces stages se déroulent à la CRIIRAD au 471, avenue Victor Hugo 26000 VALENCE

Ils ont lieu à plusieurs reprises tout au long de l'année, n'hésitez pas à vous informer des dates à venir par téléphone ou sur : www.criirad.com

Conséquences sanitaires

Deux études menées pour le gouvernement américain et analysées par l'IEER (Institut pour l'Energie et la Recherche Environnementale - Etats-Unis), évaluent à 80 000 le nombre de personnes qui ont vécu ou sont nées aux Etats-Unis entre 1951 et 2000 et qui seront atteintes de cancers dus aux retombées des essais atomiques dans l'atmosphère. Parmi celles-ci, 17 000 pourraient être victimes de cancers mortels.

Méthodologie

La dernière des deux études officielles évalue les doses de radioactivité dues aux essais nucléaires menés entre 1951 et 1962 par les Etats-Unis, l'Union Soviétique et le Royaume-Uni. Elle porte sur les essais américains effectués sur les sites d'essais du Nevada, des Iles Marshall et sur l'atoll Johnston dans le Pacifique, ainsi que sur les essais soviétiques de Semipalatinsk (aujourd'hui République du Kazakhstan) et de Nouvelle Zemble (Russie) et britanniques de l'île Christmas. L'étude ne tient pas compte des explosions nucléaires atmosphériques menées par la France et la Chine, ni des explosions souterraines, quelles qu'elles soient, ni des essais antérieurs à 1951 effectués aux Iles Marshall ou par l'Union Soviétique, ni des essais américains de 1945 au Nouveau Mexique, ni des bombardements d'Hiroshima et de Nagasaki.

L'étude, intitulée *A Feasibility Study of the Health Consequences to the American Population From Nuclear Weapon Tests Conducted by the United States and Other Nations* (Evaluation des Conséquences Sanitaires des Essais Nucléaires menés par les Etats-Unis et les autres Nations), a été

conduite par le Centre américain de veille sanitaire et de prévention (CDC, Center for Disease Control and Prevention) et l'Institut National du Cancer (NCI), comme l'exigeait une loi adoptée en 1998. Les deux volumes de cette étude de 676 pages sont datés d'août 2001 mais n'ont été rendus publics qu'en février 2002. Le public peut donner son avis sur le rapport préliminaire, qui sera ensuite soumis aux experts de l'Académie Nationale des Sciences. On peut le consulter sur Internet (Cf ci-dessous : Pour en savoir plus).

La nouveauté dans ce rapport du CDC/NCI, ce n'est pas l'évaluation du nombre de décès par cancer. C'est qu'il identifie les zones les plus touchées par les retombées radioactives. Il conclut également que, quel que soit l'endroit où ils se trouvaient, des gens ont pu vivre dans des zones contaminées. Le rapport montre en effet que les points chauds peuvent se trouver à des milliers de

kilomètres des sites où avaient lieu les essais. Des points chauds résultant des essais effectués au Nevada ont été retrouvés jusqu'à New York ou dans l'état du Maine. Des points chauds liés aux essais effectués dans la zone Pacifique ou par les Soviétiques se retrouvent en différents endroits des Etats-Unis : de

la Californie, l'Oregon et l'Etat de Washington à l'ouest jusqu'au New Hampshire, au Vermont et en Caroline du Nord à l'est.

L'étude du CDC/NCI comporte des cartes des Etats-Unis (Etats du continent) qui montrent les doses de radioactivité cumulées, comté par comté, ainsi que les cartes des retombées. Ces cartes

constituent une référence pour une distribution géographique des excès de cancers qui seraient imputables aux retombées radioactives.

L'étude du CDC/NCI paraît après un rapport du National Cancer Institute consacré à un seul radioélément, l'iode 131, dangereux pour la thyroïde. Ce rapport indique que dans les années 50, des enfants vivant à la campagne, qui ont bu du lait de chèvre dans des zones de fortes retombées, ont été aussi dangereusement exposés que les enfants les plus exposés à la suite de l'accident de Tchernobyl. Des points chauds contaminés par l'iode 131, ont aussi été identifiés dans tout le pays, les comtés les plus touchés se trouvant dans le Montana et l'Idaho.

Le tableau ci-dessous résume le nombre de cas de cancers de plusieurs types, fatals ou non, résultant des retombées des essais nucléaires. Il est établi à partir des données des deux études du gouvernement américain.

Les chiffres sont en accord avec les estimations du nombre de décès par cancers produits par l'IEER et le groupe International des Physiciens pour la Prévention de la Guerre Nucléaire dans le livre *Radioactive Heaven and Earth (Ciel et Terre radioactifs)* publié en 1991 chez Apex Press. Les essais nucléaires seraient responsables de 430 000 décès par cancer dans le monde entier, pour les gens ayant vécu entre 1945 et 2000.

Pour des périodes s'étalant sur des dizaines de milliers d'années, le chiffre s'élève à 2,4 millions. Si l'on réduit la dose d'un facteur 2 (pratique classique pour les faibles doses), les chiffres estimés passent à 215 000 décès dans le premier cas et à 1,2 million dans le second. Les chiffres bien plus élevés que l'on obtient sur le long terme sont

Les pays nucléarisés doivent un bilan honnête aux victimes de l'ère nucléaire.

Estimation des cas de cancers et de décès aux Etats-Unis résultant des essais atomiques atmosphériques menés dans le monde.

[Pour les 48 Etats contigus seulement. Etabli à partir des doses cumulées entre 1951 et 2000. Ne prend pas tous les essais nucléaires en compte (voir ci-dessous)]

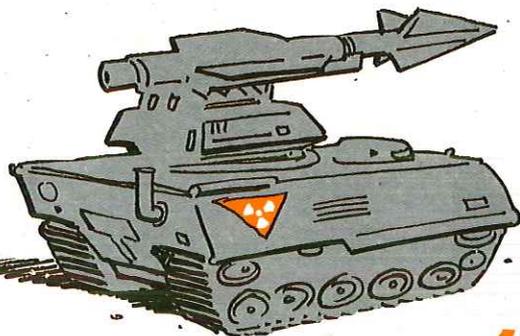
Nature des cancers	Nature des doses reçues	Décès	Nombre de cas de cancers	Source
Thyroïde	Interne	2 500 (voir note a)	50 000 (voir note b)	Estimation IEER à partir du rapport du NCI, 1997
Leucémie	Interne	550	1 000	CDC/NCI 2001 pour l'estimation du nombre de décès, IEER pour celle des cas de cancer.
Tous types de cancers radio-induits	Externe	11 000	22 000	CDC/NCI 2001
Tous types de cancers radio-induits	Equivalent de dose efficace interne (voir note c)	3 000	6 000	Estimation IEER à partir des cartes et tableaux du CDC/NCI 2001
Total, arrondi (voir note d)		17 000	80 000	

Notes :

- Evaluation IEER en estimant à 5% le taux de mortalité pour les cancers de la thyroïde.
- Moyenne arrondie obtenue pour une fourchette de 11 000 - 212 000 cas.
- délivrée par des radioéléments comme le carbone 14, le tritium, le césium 137.
- Arrondi à un ou deux chiffres significatifs comme indiqué.

des essais nucléaires

NUCLÉAIRE MILITAIRE



...RIEN DE TELL!

presqu'entièrement dus au carbone 14, dont la demi-vie est de 5 730 ans. Les données concernant les retombées et les doses proviennent de l'UNSCEAR (United Nations Scientific Committee on the Effects of Atomic Radiations) et celles qui concernent les effets proviennent du rapport V du BEIR (Biological Effects of Ionizing Radiation), de l'Académie Nationale des Sciences. Puisque la population des Etats-Unis représente environ 5 % de la population mondiale (pour la période 1951-2000), une simple division par 20 des chiffres relatifs à la population mondiale jusqu'en 2000 donnerait une estimation allant de 11 250 à 21 500 décès par cancer rien que pour les Etats-Unis, en fonction du coefficient de dose retenu. L'estimation du nombre de décès par cancer obtenu à partir des études du gouvernement se situe au milieu de cet intervalle.

Le gouvernement américain n'a jamais pris de mesures sanitaires efficaces

En dépit du fait que ses propres études montrent depuis longtemps les effets néfastes sur les populations, notamment chez les enfants, le gouvernement américain n'a jamais pris de mesures sanitaires efficaces. En fait, dans les années 50, le gouvernement a informé les producteurs de pellicules photo-

graphiques de la répartition attendue des retombées radioactives pour qu'ils puissent protéger leur stock de film, mais en revanche il n'a rien fait pour informer les producteurs de lait afin qu'ils puissent protéger un aliment vital. (Voir : «Let them drink milk», Science for Democratic Action, Novembre 1997 : www.ieer.org/sdafiles/vol_6/6-2/iodine.html). Le gouvernement n'a rien fait, ni alors, ni depuis, pour informer les gens vivant dans les zones de fortes retombées.

Le gouvernement a informé les producteurs de pellicules photographiques mais pas les producteurs de lait

Bien que le gouvernement américain ait admis que son programme d'essais nucléaires a porté préjudice à sa propre nation - c'est le seul État nucléaire qui ait reconnu cela - il ne l'a fait que sous la pression continue des populations et de quelques représentants

élus. Il ne suffit pas de se livrer à des estimations et de s'excuser. L'IEER et d'autres associations insistent pour que le gouvernement prévienne de toute urgence des mesures sanitaires et des compensations, avec la participation du public, et qu'il les mette en œuvre sans tarder. Il doit prendre en compte le fait que des points chauds peuvent exister à des milliers de kilomètres des sites d'essais. Les Etats-Unis, par exemple, ont un programme qui prévoit des compensations pour les voisins du site d'essais du Nevada qui étaient sous les retombées (les «downwinders»), mais la définition des «downwinders» doit être étendue à tous les gens qui vivent dans

des zones fortement contaminées.

Les tests effectués par les pays nucléarisés n'ont pas seulement été néfastes pour leur propre population, mais aussi pour celles des pays voisins. Les essais soviétiques, américains et autres sont probablement à l'origine de points chauds au Canada ou en Scandinavie par exemple. Il peut y en avoir eu dans beaucoup d'autres pays du monde entier. C'est parce que nous, à l'IEER, nous sommes conscients du fait que la plus grande partie du monde a été laissée de côté dans cette étude que nous et d'autres groupes demandons qu'une commission fasse la lumière sur les effets de la production d'armes nucléaires et des essais. Cette commission serait créée sous l'égide des Nations Unies et mènerait une étude aussi détaillée que celles faites par le gouvernement américain sur le dommage sanitaire occasionné dans le monde par la production d'armes nucléaires et par les essais. Les pays nucléarisés doivent un bilan honnête, des soins et des dédommagements aux victimes de l'ère nucléaire.

Lisa Ledwidge

Responsable des relations extérieures, Etats-Unis, et rédactrice en chef de *Science for Democratic Action*, Institut pour l'Energie et la Recherche Environnementale (IEER). www.ieer.org

Pour en savoir plus :

- *A Feasibility Study of the Health Consequences to the American Population of Nuclear Weapons Test Conducted by the United States and Other Nations*, prepared by the Centers for Disease Control and Prevention and the National Cancer Institute, August 2001: www.cdc.gov/nceh/radiation/fallout/
- National Cancer Institute, *Estimate Exposures and Thyroid Doses Received by the American People from Iodine-131 from Nevada Nuclear-Bomb Tests*. (Bethesda, Maryland: NCI), 1997: rex.nci.nih.gov/INTRFCE_GIFS/radiation_fallout/radiation_131.html.
- IEER Fact Sheet on Fallout Report and Related Maps (2001): www.ieer.org/comments/fallout/factsht.html.
- «A Global Truth Commission on Health and Environmental Damage from Nuclear Weapons Production,» in *Science for Democratic Action*, February 2001: www.ieer.org/sdafiles/vol_9/9-2/truth.html.

Les apprentis sorciers du nucléaire

PARU DANS LA VOIX DU NORD DU 24 JUILLET 2002

Ils avaient un peu plus de 20 ans, se préparaient à servir le drapeau français pendant de longs mois. Alors, en 1960, lorsque l'armée envoie ses appelés dans le Sahara, du côté de Reggane, ils sont ravis. «*On se disait, on va voir du pays, le désert, tout ça*».

Ne pas être en reste avec la bombe

La France De Gaulle rêve en nucléaire et ne s'imagine pas être en reste avec la bombe. Le commissariat à l'énergie atomique (CEA) met au point les bombes et l'armée les teste, dans des conditions de sécurité datant de la préhistoire pour les appelés et les civils (80 000 personnes). Pour les populations locales, elles sont inexistantes. A Reggane, l'armée fait exploser des bombes. La première, la bombe A, le 13 février 1960. Quatre tirs atmosphériques. Le 1^{er} mai 1962, l'essai vire au désastre à In-Ekker, dans une zone montagneuse, autre centre de tir. Le tir souterrain (il y en aura 13) est un échec devant un parterre d'officiers et deux ministres, Pierre Messmer (Armées) et Gaston Palewski (Recherche), obligés de battre en retraite dans un camion devant un nuage de fumée noire ! Une vraie débâcle. Les consignes de sécurité consistaient à porter des lunettes (1 paire pour 40 environ), à tourner le dos à l'explosion et placer son avant-bras devant les yeux en guise de protection.

Des témoignages accablants

Jean-Claude Egginton arrivait de Camon, près d'Amiens, et est resté deux ans à Reggane. «*A mon retour, j'ai commencé à avoir des problèmes de santé : des plaques de démangeaison, surtout sur les jambes, un état de fatigue chronique, et puis, j'ai été opéré d'un cancer du rein.*»

Comme ses compagnons d'infortune, le secrétaire de mairie voudrait juste avoir accès à son dossier médical de l'époque où, en principe, doit se trouver le relevé des doses reçues. Sauf que rien n'apparaît dans le dossier médical militaire...

Jean, lui, était un appelé d'Arras : «*Il y avait beaucoup de gars du Nord à cause des galeries qu'il fallait creuser dans la montagne, les mineurs connaissaient les techniques. J'étais avec ceux qui ont installé la bombe pour le 1^{er} mai : 40 000 mégatonnes d'explosifs. Cinq portes blindées renforcées avec 25 000 sacs de sable. Quand ça a pété une, deux, trois fois, on a vu un morceau de rocher de 700 m de diamètre s'envoler. Et le champignon est sorti. La terre a bougé.*»

Jean n'est pas du genre belliqueux, mais il accepte mal que l'armée annonce un dosimètre zéro. Comme il accepte mal de ne pas avoir d'explication à ses problèmes de tension et de vue et les 17 interventions subies aux deux genoux.

Les consignes de sécurité consistaient à porter des lunettes

Un autre, Michel, de la Somme, a vu cinq explosions. Aujourd'hui, il vivote avec deux anévrismes de l'aorte, un cancer de la mâchoire et une dialyse à vie... «*Le pire, c'est quand on en parlait au médecin, une fois rentré au pays : la*

conversation était détournée, on ne pouvait pas savoir. Même principe chez les appelés qui ont servi en Polynésie, envoyés «nettoyer» à terre après les essais atmosphériques. Jean-Pierre, d'Arras, portait combinaison et dosimètre mais... pas de masque. «On nous interdisait ensuite de manger des noix de coco, de nous baigner dans les lagons. Mais on pouvait manger du poisson...»

Tous ces appelés, ou presque, connaissent des problèmes de santé. Constitués en association des Vétérans des essais nucléaires (AVEN), ils veulent, comme les vétérans néo-zélandais, anglais ou américains, être «reconnus». Une reconnaissance qui ferait lien avec les maladies qui les affectent.

Pour l'instant, l'Armée colle à son image de «Grande Muette». Face à elle, les vétérans savent que la bataille sera rude. Mais ils sont décidés.

Une association pour faire toute la lumière

Fin mai 2002, l'association des vétérans nucléaires (AVEN), qui compte déjà a plus de 700 membres et sympathisants, a tenu sa première assemblée générale à Angers. Celle-ci a décidé le lancement d'une grande campagne d'action auprès des élus nationaux et locaux pour l'adoption d'une loi française sur la prise en compte des conséquences des effets des essais nucléaires de la France sur la santé et l'environnement. Les nombreux témoignages de vétérans ou de leurs veuves recueillis par l'association soulignent :

- l'absence de précautions élémentaires prises par les autorités militaires pour une protection efficace des personnels lors des essais,
- l'importance des problèmes de santé qui touchent une grande majorité des membres de l'association et même leurs descendants.

Les premiers résultats d'une enquête de santé réalisée auprès des membres de l'association, dépouillée par le docteur Jean-Louis Valatx, président de l'association et chercheur à l'INSERM, montrent que 85 % des vétérans ont des problèmes de santé. En ce qui concerne les pathologies, «32,4 % des vétérans signalent un ou plusieurs cancers, alors que le pourcentage de l'incidence annuelle du cancer en France est de 17 %». Bien qu'il s'agisse de résultats préliminaires, ces chiffres sont similaires aux résultats des enquêtes de santé réalisées auprès des vétérans britanniques», a déclaré Jean-Louis Valatx.

Association des vétérans des essais nucléaires

187, montée de choulans - 69005 Lyon
www.obsarm.org



ALLO, LA
MÉTÉO? DANS
QUEL SENS SOUFFLE
LE VENT?

Bure : l'absurdité du choix

Pourquoi un stockage souterrain de déchets radioactifs à Bure ?

Bure est à 30 km au sud-sud-est de Bar-le-Duc, dans le département de la Meuse, en pleine campagne. Ce site a été retenu en raison de l'existence, à quelque 500 m de profondeur, d'une couche d'argiles de 92 m d'épaisseur. Dans ces argiles, supposées totalement imperméables, seront creusées des galeries susceptibles d'abriter un laboratoire d'étude dont la finalité est le stockage de colis de déchets radioactifs dont l'industrie nucléaire ne sait que faire. Ces déchets sont essentiellement ceux de classe C, très énergétiques (forte température, forte radioactivité et à vie longue, comme le plutonium 239 dont la demi-vie est de 24 400 ans).

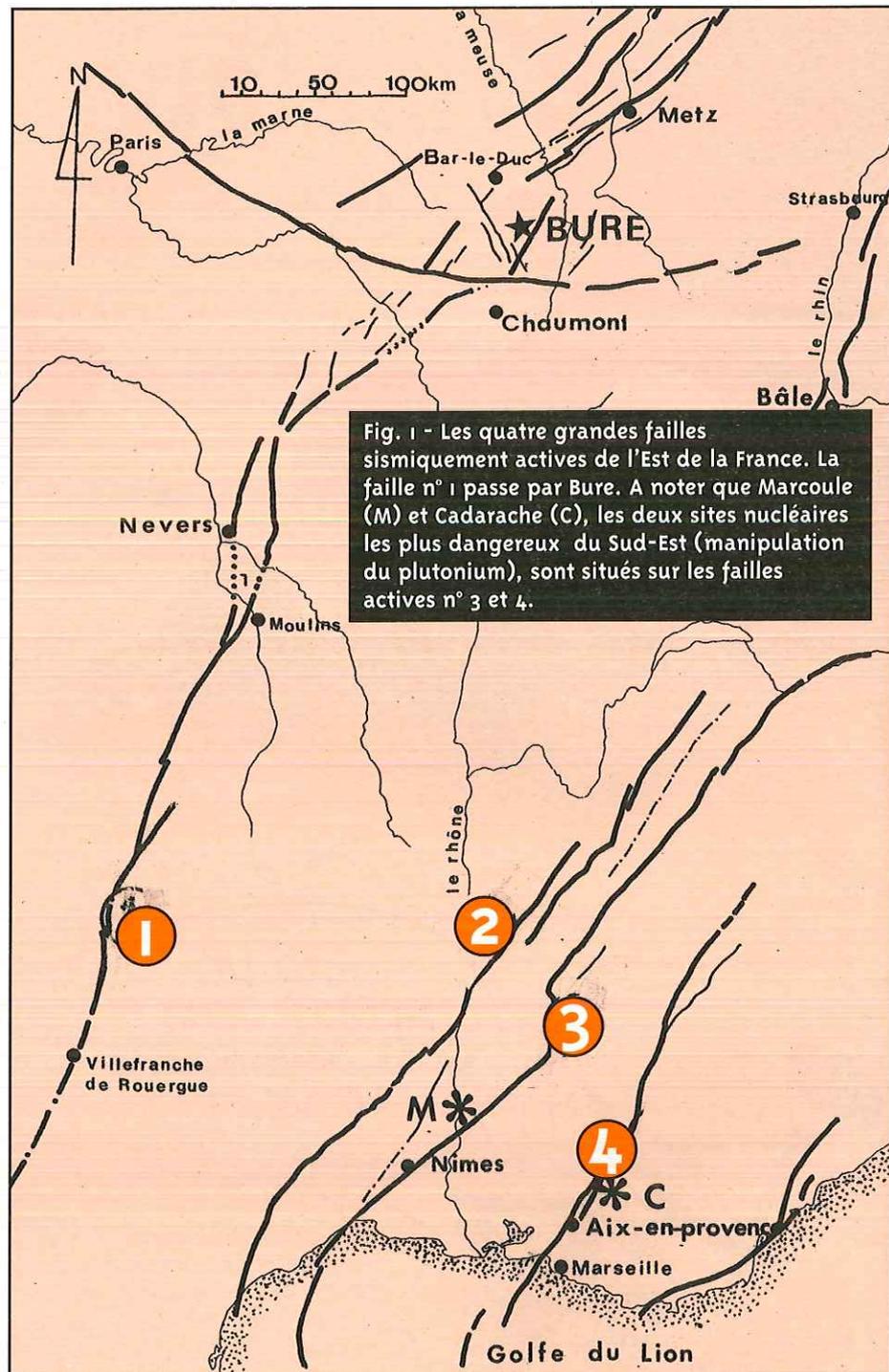
L'avantage d'un tel stockage, hors de la vue, est qu'il permettrait en outre, sans craindre une opinion publique de plus en plus hostile, de pérenniser une industrie dangereuse présentant des risques énormes pour la santé des générations futures.

Une décision en 2006

Le creusement du puits central, qui a débuté en octobre 2000 sous la responsabilité de l'ANDRA, n'a atteint, début mai 2002, que la profondeur de 221 mètres, ce qui laisse présager qu'il n'a guère de chances d'être terminé avant fin 2003. Il ne restera donc que peu de temps pour creuser les galeries, installer le laboratoire et réaliser toutes les études qui devraient permettre en 2006 d'accepter ou non un stockage à Bure en se conformant à la loi: «La gestion des déchets radioactifs à haute activité et à vie longue doit être assurée dans le respect de la protection de la nature, de l'environnement et de la santé... en prenant en considération les droits des générations futures» (loi du 31 décembre 1991).

Le premier handicap de Bure : les failles, décrochements et fractures

Bure se situe sur le tracé d'une très grande faille qui traverse tout l'Est de la France (fig. 1). Cette faille se suit depuis



les Pyrénées jusqu'au-delà de Metz et traverse toute l'Allemagne.

Mais tout d'abord, qu'est-ce qu'une faille ? Dans les zones faillées, comme à Bure, il y a rupture et décalages des couches géologiques. Si le décalage est vertical, on l'appelle faille et s'il est horizontal, c'est un décrochement. Ces décalages sont toujours accompagnés d'une multitude de fractures qui coupent les roches. La grande faille qui traverse en profondeur la région de Bure a joué

tantôt en faille, tantôt en décrochement et a fortement décalé les terrains du socle granitique du Massif Central et, dans une moindre mesure, les roches calcaires et argileuses qui se trouvent au-dessus du socle à Bure.

Les travaux que nous avons réalisés montrent qu'au moins deux réseaux de fractures doivent passer à travers le site de Bure, même si les études géophysiques sont techniquement incapables de les faire apparaître. L'existence de fissures

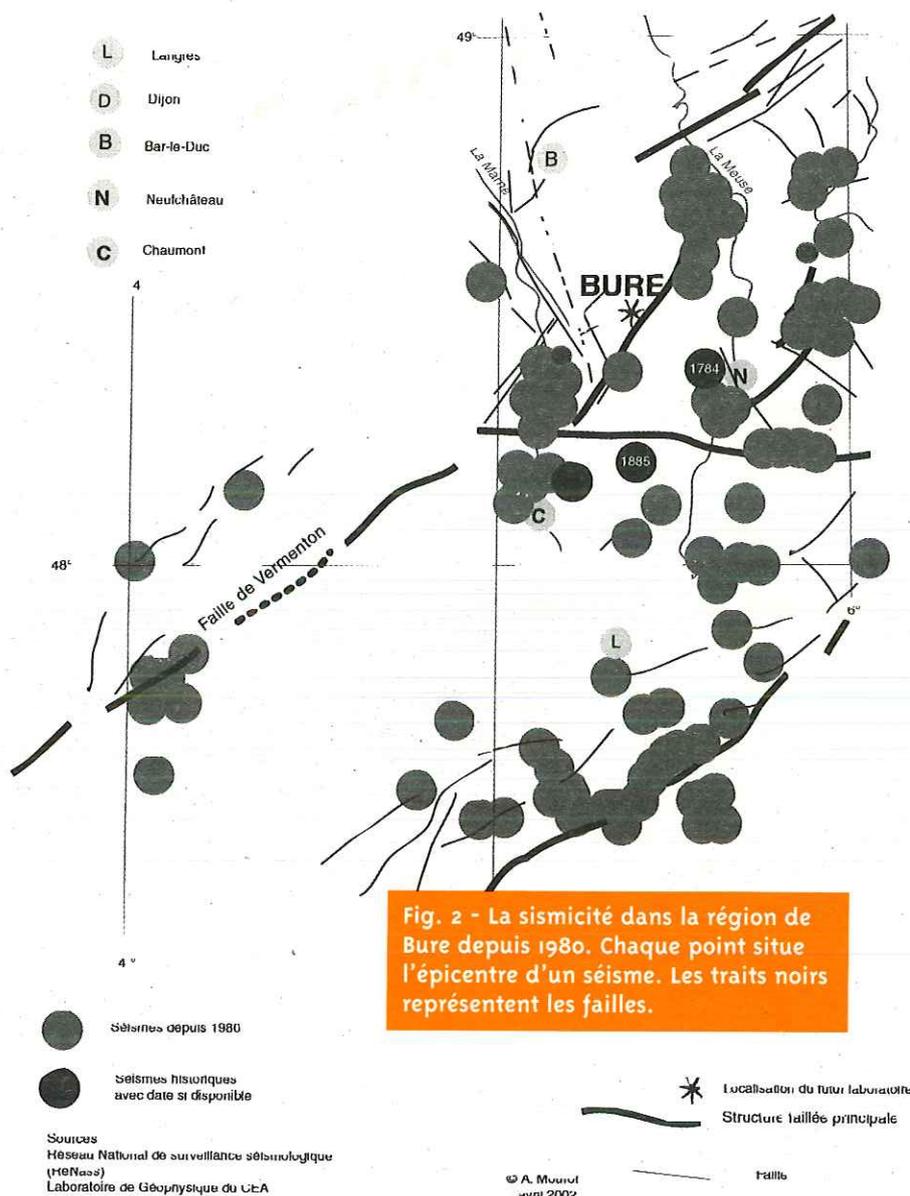


Fig. 2 - La sismicité dans la région de Bure depuis 1980. Chaque point situe l'épicentre d'un séisme. Les traits noirs représentent les failles.

dans les murs du puits en cours de creusement et les écoulements d'eau qui s'y produisent (72 m³ d'eau par jour) le confirment.

Il est donc pratiquement certain que le niveau d'argile dans lequel devrait se situer le laboratoire est fracturé, comme dans le fossé faillé de Gondrecourt qui passe à 4 km à l'Est de Bure (fig. 2).

Le second handicap de Bure : les séismes

Les déplacements, si faibles soient-ils, qui se produisent le long de la grande faille (fig. 1) sont démontrés par l'existence de nombreux séismes (fig. 2). La profondeur des foyers sismiques (le foyer est l'endroit où il y a rupture des roches) montre que les chocs sont localisés soit au niveau du socle, soit dans les terrains qui se trouvent au-dessus de celui-ci et dans lesquels doit être creusé le laboratoire.

Dans le voisinage immédiat de Bure, on a

répertorié 41 séismes depuis 1980.

Combien de séismes affecteront encore cette région en 100 000 ans et quelle en sera leur magnitude (énergie produite par le séisme) ? La simple réouverture d'une fissure dans une des galeries de stockage de Bure aurait des conséquences très graves, car c'est une voie d'eau potentielle.

Le problème majeur de Bure : l'infiltration de l'eau en profondeur

Failles, décrochements et fractures sont des voies qui assurent le cheminement des eaux pluviales en profondeur, favorisant la dissolution des roches calcaires et l'installation d'un réseau de puits et galeries karstiques souterraines. Au sud-est de Bure, la fracturation des calcaires situés sous le niveau d'argile indique que toute la pile sédimentaire est fissurée et laisse passer l'eau.

Quel sera le devenir des galeries de Bure à long terme ? Leur étanchéité ne pourra être garantie à cause de la fracturation et de la sismicité. Une fracture colmatée temporairement par de l'argile où des injections de béton a toutes les chances de se rouvrir en raison des vibrations liées à la répétition des séismes dont la magnitude maximale est impossible à prévoir sur une très longue durée. Dans les galeries, l'eau réchauffée par les colis radioactifs (température supérieure à 100°C) aura un pouvoir corrosif sur les enveloppes en raison de la présence de pyrite dans les argiles (formation d'acide sulfurique et de sel dans les séries sous et sus-jacentes). Cette eau chaude remontera vers la surface du sol (principe du chauffage central), transportant avec elle les éléments radioactifs toxiques, comme cela se passe d'ailleurs avec le radon issu du socle et acheminé par l'eau, vers le haut, le long des failles.

Tous ces éléments devraient inciter les décideurs de 2006 à une très grande prudence, d'autant plus que la durée du stockage à Bure serait d'au moins une centaine de milliers d'années.

Arrêtons Bure et le gaspillage irrationnel de l'argent public

L'énergie nucléaire n'est, de loin, pas aussi propre que le prétend l'actuelle Ministre de l'Environnement. Mme Bachelot fait délibérément l'impasse sur la toxicité des déchets de cette industrie. Faut-il rappeler qu'aucune autre industrie n'a jamais produit de déchets aussi dangereux pour la santé des générations futures ? Il faut arrêter le projet insensé de l'enfouissement des déchets radioactifs, comme le clament de nombreux scientifiques, à cause de la contamination des nappes phréatiques. **Dans les cinquante prochaines années, l'eau potable deviendra un bien plus précieux que l'énergie.**

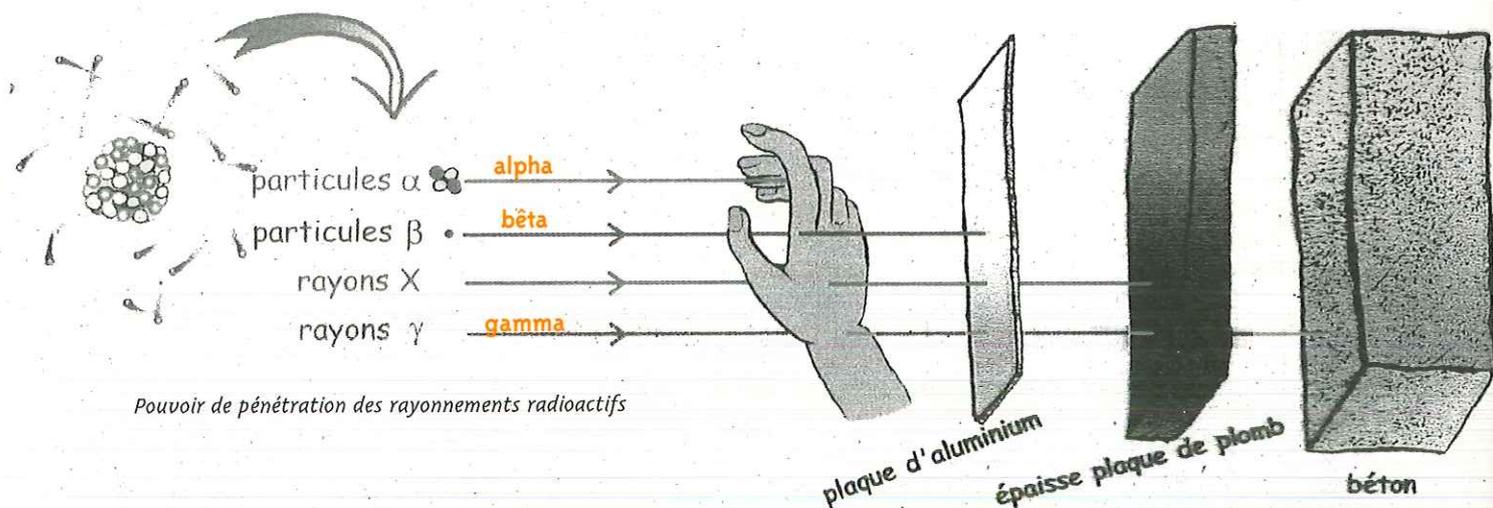
Jacques Muller et André Mourot

Jacques Muller est géologue, Docteur ès Sciences des Universités de Neuchâtel (Suisse) et de Bordeaux, ancien Directeur de Recherche au CNRS, administrateur de l'APRII-RAD, coauteur de plusieurs rapports sur les problèmes géologiques des entreposages de déchets radioactifs.

André Mourot est géophysicien, Licencié ès Sciences de l'Université de Strasbourg, membre de la Commission Locale d'Information de Bure, auteur de plusieurs rapports sur les problèmes de stockage de déchets radioactifs à Bure.

Matière vivante

EXTRAIT DU LIVRE : "LA FILIÈRE DU PLUTONIUM".



Pouvoir de pénétration des rayonnements radioactifs

Dans un article publié par la Commission Locale d'Information de Marcoule (Gard) (1), site de l'usine de MOX de la COGEMA, les rédacteurs affirment que «contrairement à une idée très répandue, le plutonium n'est pas un super poison comparé à l'uranium».

N'en déplaise aux promoteurs de la médecine nucléaire, rédacteurs de cet article, le plutonium est bien un «super poison», comparé à l'uranium (qui reste cependant nocif). Le plutonium, extrait à La Hague du combustible utilisé des réacteurs électronucléaires pour remplacer l'uranium, est infiniment plus nocif pour le monde vivant que l'uranium naturel utilisé dans les 400 réacteurs encore en fonctionnement dans le monde. Pourquoi ?

Trois sortes de radiations

Le rayonnement radioactif transmet une énergie au tissu biologique qui l'absorbe. Les matériaux radioactifs émettent trois sortes de radiation :

- des flux de particules "alpha", qui sont des noyaux d'hélium (2 protons + 2 neutrons),
- des flux de particules "bêta", des électrons plus ou moins rapides,
- des rayons "gamma", des ondes électromagnétiques analogues aux rayons X et aux ondes radio.

L'effet destructeur de ces rayons sur les cellules des tissus humains, animaux ou végétaux, est très variable selon leur capacité de pénétration et le volume des particules projetées. Ainsi les particules

alpha, 8 000 fois plus grosses que les bêtas, des électrons ou leurs homologues chargés positivement, les positons, sont arrêtées en surface des tissus vivants, mais elles agissent à l'intérieur du corps si elles sont respirées ou ingérées : c'est alors de la contamination interne, comme un poison. Les rayons bêta composés d'électrons plus petits, sont plus pénétrants, mais ils ont moins de chance d'atteindre la cible, la cellule vivante et son noyau. Les gammas, très pénétrants, ont encore beaucoup moins de probabilité de rencontrer les cellules de la matière vivante traversée.

Si l'on ose une analogie avec la pratique destructrice militaire, on peut dire que :

- les alpha sont les bombes larguées au sol qui explosent près de la cible,
- les bêta sont des obus qui explosent au hasard de leurs trajectoires,
- les gamma sont les balles des armes légères qui tuent par impact direct, si la cible est atteinte.

Ainsi, les chercheurs américains de l'université de Columbia, qui ont inventé une sorte de canon à noyaux d'hélium pour étudier l'effet de leur impact sur les cellules biologiques, parlent-ils "d'effets collatéraux" des particules alpha, car ils trouvent plus de noyaux de cellules détruits que de particules projetées (2).

Renouvellement cellulaire

La matière vivante, humaine, animale ou végétale, se compose essentiellement de cellules identiques selon le tissu auquel elles appartiennent, par exemple le

muscle, les nerfs, le cerveau, les os, les spermatozoïdes, chez l'homme et l'animal. Ces cellules ressemblent à un fruit avec une peau et une pulpe ; elles contiennent presque toutes un noyau. La plupart des cellules vivantes se multiplient constamment pour que soit assurée la rénovation des tissus, qui s'usent à l'usage ou sous l'effet des agressions externes, blessures, microbes et bactéries, rayonnements, etc.

Le renouvellement cellulaire, c'est-à-dire le remplacement des cellules vieilles, est très variable suivant les différents types de cellules. Les globules rouges disparaissent après 120 jours et sont remplacés ; les cellules de l'intestin sont remplacées tous les trois jours, alors que les cellules cardiaques, par exemple ne se renouvellent jamais (3). Cette rénovation s'effectue par transformation des acides aminés (4) contenus dans les aliments, ou dans le sol pour les plantes. Ce processus de transformation des acides aminés est inscrit dans les chromosomes regroupés dans le noyau des cellules vivantes. Il y a 46 sortes de chromosomes chez l'être humain, à partir desquels s'établit la synthèse des acides aminés en protéines de tissus vivants. Les protéines ainsi obtenues constituent, après l'eau, l'élément le plus important des organismes vivants. Elles ont pour noms hémoglobine, enzymes, hormones de croissance ou de reproduction... La génétique, qui est une science très jeune, étudie depuis les années 1960 comment les chromosomes du noyau engendrent et commandent le mécanisme de synthèse de ces protéines.

et radioactivité

Ces éléments de "biologie moléculaire" vont sembler banals, voire inutiles, aux lecteurs de moins de quarante ans, car ils sont enseignés au lycée depuis les années 80. Les plus âgés, qui ont appris ce qu'est la radioactivité, doivent y porter attention, pour comprendre la place prépondérante occupée par le plutonium parmi les radioéléments destructeurs de la matière vivante.

Donc, 46 sortes de chromosomes sont contenues dans le noyau de la cellule vivante humaine. Chaque chromosome au repos se présente sous la forme de deux bâtonnets parallèles reliés par le milieu pour former un X. Les branches du X sont plus ou moins longues selon le type de chromosome. Ces différents chromosomes commandent le processus de synthèse des protéines des tissus par duplication de l'ADN qu'ils contiennent, mais sont aussi les transmetteurs des caractères héréditaires des êtres vivants, le siège du mécanisme de la reproduction et de mutations génétiques transmissibles aux descendants. Cela vous explique l'importance des conséquences de l'impact d'une particule radioactive sur le noyau de la cellule vivante.

Impact d'une particule radioactive

Or, si les rayons alpha peuvent être qualifiés de "radiations ionisantes" comme les bêta et les gamma, il semble que leur impact sur le noyau au cœur de la cellule soit plus lourd de conséquences que l'arrachement d'un électron d'une molécule organique telle que l'acide aminé constituant de la protéine. Même si ce mécanisme est promoteur de radicaux libres où se fixe l'oxygène qui déclenche par dépolymérisation la destruction de la cellule vivante. Dans ce cas, la synthèse des acides aminés en protéines peut certes être perturbée, mais des désordres dans le patrimoine génétique et le mécanisme de reproduction ont un caractère irréversible autrement plus grave que l'incapacité à transformer les aliments en tissu vivant. C'est ainsi que, pour tenir compte des effets biologiques différents selon la nature des rayonnements, on introduit un coefficient correcteur (1 pour les bêta, 10 à 20 pour les alpha) pour définir un équivalent de dose quel que soit le rayonnement.

L'équivalent de dose s'exprime en sievert ou en millisievert.

Cependant, les mesures d'irradiation, en millisieverts par film photosensible ou en becquerels par les compteurs Geiger à ionisation, utilisées en radioprotection, ne concernent que les bêta et les gammas qui déclenchent ces détecteurs. Les radiations alpha sont donc rarement détectées et le coefficient 20 n'est appliqué qu'en cas d'évidence de la présence d'émetteurs alpha ... déduite de la nature des émetteurs bêta ou gammas qui les accompagnent.

On n'a pas, dit-on, détecté de mutation génétique et de monstre chez les descendants de victimes des explosions de Nagasaki et Hiroshima. En revanche, à Tchernobyl, c'est une demi-tonne de plutonium qui a été éjectée du cœur du réacteur en fusion, et les résultats des analyses des effets des explosions nippones n'autorisent pas les experts officiels internationaux (l'AIEA, par exemple) à dire que les bébés malformés de Tchernobyl sont seulement dus au traumatisme moral subi par les mères de ces enfants. Les poissons mutants pêchés après 1986 à Tchernobyl en sont la preuve.

Certes, l'uranium 238 et son remplaçant comme combustible, le plutonium 239, émettent tous les deux principalement des alpha, mais le second, qui a une demi-vie de 24 386 ans, en émet, par gramme, 200 000 fois plus que le premier avec une demi-vie de 2,5 milliards d'années.

C'est toute cette différence d'intensité de leur activité spécifique qui fait qu'un mineur d'uranium risque des mutations génétiques et des cancers au bout d'une vie professionnelle, alors que ce risque existe pour celui qui va, pendant les 24 386 années (et plus) à venir, se trouver en présence d'un centième de microgramme de plutonium, dispersé dans le sol ou déjà absorbé par une plante ou une chair comestible.

Un choix criminel

Cela nous autorise à dire que le choix du plutonium comme combustible nucléaire est un choix criminel. C'est pourtant ce choix que le gouvernement français a fait depuis 1987 en développant l'industrie du MOX (combustible mixte à l'uranium et

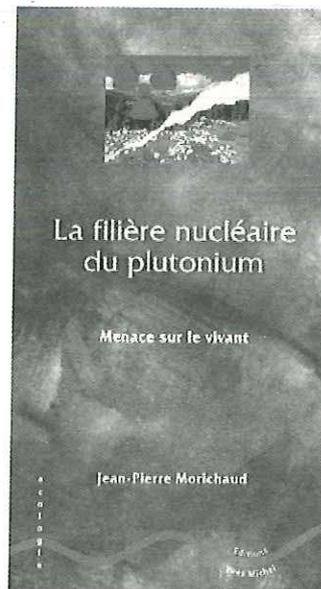
au plutonium) pour les Français, leurs voisins européens et les japonais avec l'espoir d'exporter cette pratique pourtant contaminante sur toute la planète au mépris de ses conséquences écologiques.

Nous ne reviendrons pas une fois de plus sur le risque de prolifération de la bombe atomique induit par les transports de plutonium constituant le MOX sur les routes, les mers et même dans les airs.

Comment des hommes et des femmes politiques qui nous parlent de développement durable, peuvent-ils prétendre accéder au pouvoir en tolérant encore une activité industrielle nationale aussi criminelle ?

Jean-Pierre Morichaud
Le Forum Plutonium

- (1) La lettre de la CLI du Gard d'août 2001
- (2) La recherche n° 326 de décembre 1999
- (3) Lu dans «Zoom sur la génétique», Hachette Jeunesse, octobre 1999.
- (4) Les acides aminés sont des molécules organiques (21 variétés) à base de carbone, d'hydrogène, d'oxygène et d'azote que l'on trouve dans les aliments.
- (5) La pétition adressée au Premier Ministre depuis septembre 2001 pour suspendre la production de plutonium à La Hague est disponible au Forum Plutonium (les Oliviers, 26110 Venterol) et, hélas,



Le livre de Jean-Pierre Morichaud : "La filière nucléaire du plutonium, une menace pour le vivant" est paru aux éditions Yves Michel. Il est diffusé par le Réseau «Sortir du nucléaire» au prix de 12 euros (port compris).

NON A GAMMASTER

A Noiron-sous-Gevey, commune de 700 habitants du sud dijonnais, le conseil municipal veut imposer à la population le plus puissant irradiateur d'Europe (6 millions de curies).

A peine refoulée après les élections municipales de 2001 de la commune de Selongey (nord dijonnais), Gammaster, entreprise d'origine hollandaise récemment rachetée par le groupe britannique Isotron, se voit proposer par le maire de Noiron un terrain sur la future zone industrielle créée à cet effet. Le site projeté est à moins de 400 mètres des premières habitations de Noiron et de Corcelles-lès-Cîteaux.

Un procédé dangereux !

La source radioactive est composée de 972 crayons de cobalt 60. Les produits susceptibles d'être irradiés sont des contenants alimentaires et pharmaceutiques, des articles médicaux, des produits cosmétiques, et aussi des produits alimentaires. L'entreprise est un prestataire de services et les produits qui lui sont confiés restent sous la responsabilité des clients. Elle n'effectue donc aucun contrôle et aucun étiquetage du contenu des palettes, ni à l'entrée, ni à la sortie.

L'usine travaille 365 jours par an, 24 heures sur 24, de façon automatique en dehors des périodes de présence du personnel. Sur les sites actuels comme celui des Pays-Bas, aucune mesure de sécurité particulière contre l'intrusion n'est mise en place. L'accès aux usines apparaît comme très facile !

Le risque nucléaire

Un accident ou un incident ne peut être exclu !

Depuis 1974, la Commission de Régulation Nucléaire des Nations Unies a enregistré 54 accidents sur 132 usines pratiquant l'irradiation dans le monde. Dans une Installation Nucléaire de Base (INB), un incident mineur à l'origine peut se transformer en une catastrophe. Un simple enchaînement de pannes, d'erreurs humaines, et tout peut déraiser...

La probabilité est théoriquement faible, mais les conséquences seraient dramatiques !

Le risque principal serait que, à la suite d'un accident ou d'un incident, la source radioactive soit mise à l'air libre. Dans un tel cas, avec les 6 millions de curies de la source, l'irradiation serait de 32 rads par heure à 500 mètres, 8 rads par heure à 1 km. La dose d'irradiation légalement admissible pour la population est de 0,5 rads par an. Dans un rayon de 500 m, en une heure et quart, la population serait irradiée à une dose suffisante pour déclencher un cancer (40 à 50 rads) !

Le cancer en 1 heure et quart à 500 m !

A-t-on une attitude responsable lorsque, pour défendre un tel projet, on se retranche derrière les statistiques et le respect de consignes ? Il ne faut pas oublier que le cancer et la mort toucheraient des milliers de personnes si le pire survenait. Gammaster est sans aucun doute prêt à courir le risque. Et vous ?

Le transport et le remplacement des recharges de cobalt : un risque insuffisamment maîtrisé !

Tous les deux mois environ, on procède au renouvellement partiel de la source radioactive. Cette opération s'effectue à travers une ouverture en toiture. C'est le point faible du dispositif. Tout problème de manipulation mais aussi tout accident de la route, tout attentat, pourraient exposer cette recharge à l'air libre.

La chute d'un avion sur le site n'est pas impossible !

Le site projeté sera quotidiennement survolé par des avions militaires et civils. L'enceinte, si on se réfère aux exigences actuelles retenues pour les centrales nucléaires, résisterait à la chute d'un avion de 5,7 tonnes, mais pas à celle d'un avion de chasse de 16 tonnes chargé de kérosène, dont l'énergie cinétique au moment du crash serait au moins 20 fois supérieure.

Gammaster sera producteur de déchets radioactifs !

Ces déchets liquides et solides à très faible activité seront entreposés sur place, mais Gammaster affirme «qu'un centre mieux adapté aux déchets TFA est en

cours d'étude». En clair, une deuxième installation nucléaire de base de retraitement pourrait s'installer.

Le risque alimentaire

Les dangers de ce type de traitement sont certains et intéressent tous les consommateurs.

Une dose de 10 grays est mortelle pour l'homme. 10.000 grays sont nécessaires pour détruire la plupart des moisissures, salmonelles, bactéries et virus. Le prion résiste quant à lui à 180.000 grays.

Le Parlement Européen préconise l'interdiction de l'irradiation des aliments !

En 1989, cette recommandation a été motivée par le fait que «les produits subissent des pertes en acides aminés et vitamines, et que, l'irradiation entraîne la formation de produits de radiolyse dans l'aliment (benzène, peroxyde d'hydrogène...) dont les effets sont encore mal connus. L'absorption d'aliments irradiés entraîne divers troubles de la santé, principalement dus à des lésions chromosomiques». Elle peut également entraîner «la modification du goût, qu'il est parfois nécessaire de corriger par l'adjonction de substances chimiques aromatiques».

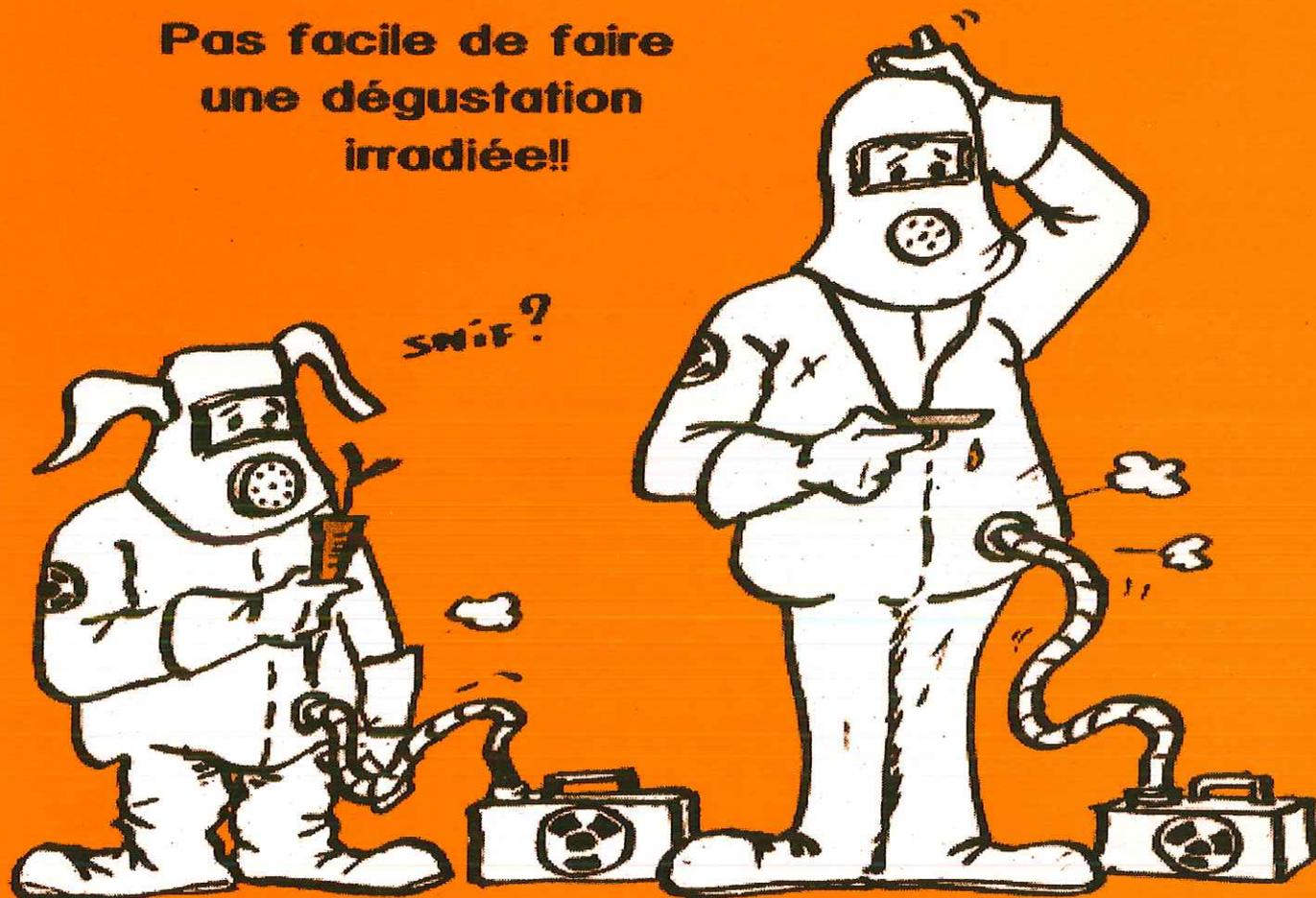
Le consommateur «profite» alors de l'ensemble des techniques de l'agroalimentaire industriel : engrais chimiques, pesticides, irradiation, additifs chimiques, plus une petite dose de conservateurs chimiques. Le Parlement Européen considère également que «l'irradiation induit un mensonge sur la qualité réelle des produits. Cette technique permet de proposer à la vente des aliments dits «frais», mais n'ayant plus les mêmes qualités nutritives.

En transformant des produits alimentaires en denrées «non périssables», l'irradiation permet la délocalisation de productions agricoles.

A priori, cette technique permet d'éviter des pertes pour les agriculteurs. En fait, en permettant de constituer des stocks, elle permet surtout aux réseaux de distribution de contrôler les cours, en baisse à l'achat et en hausse à la vente.

Le Parlement Européen préconise l'interdiction de l'irradiation des aliments !

Pas facile de faire une dégustation irradiée!!



Un aliment irradié est un aliment mort !

Il est donc clair que le nucléaire et l'alimentaire ne font pas bon ménage, et qu'il faut parvenir à interdire cette pratique rétrograde et dangereuse.

Autres éléments

Un très faible intérêt pour l'économie locale : l'usine emploierait dans un premier temps une dizaine de personnes et rapporterait à la commune aux alentours de 20 000 euros de taxe professionnelle, avec exonération probable durant les premières années.

Le risque routier: Gammaster participera à l'accroissement du trafic des poids lourds par qui pourrait atteindre à terme les 500 mouvements par jour sur un réseau secondaire inadapté.

La perte d'image de marque de notre agriculture et de notre viticulture de renommée internationale.

La baisse de la valeur immobilière de nos habitations et les conséquences de l'exclusion du risque nucléaire des polices d'assurances .

Création du Collectif " Anti INB " quelques semaines après l'annonce du projet

- Un collectif intercommunal regroupe à ce jour plus de 2700 adhérents.
- Une pétition a déjà recueilli 18 000 signatures.
- Soutien de nombreuses associations et organismes professionnels.
- Soutien de pratiquement l'ensemble de la classe politique.
- Des centaines de pancartes dans nos villages affirment notre opposition à ce projet.
- Douze conseils municipaux des communes environnantes ont délibéré contre Gammaster.

En face de ces forces soucieuses que la démocratie participative et le principe de précaution soient appliqués dans toute sa rigueur, 13 conseillers municipaux restent arc-boutés sur la décision de favoriser cette implantation, prise par un soir de juillet.

L'enquête publique devrait voir le jour en septembre 2002.

En conclusion, une telle activité ne doit pas nous laisser insensibles. Elle prend en otage toute une population, elle menace notre cadre de vie et notre santé.

Nous devons nous mobiliser pour que Gammaster ne s'implante ni ici, ni ailleurs et que soit préservé aujourd'hui et demain notre environnement.

Le président du Collectif : Marc DUCHET

Contact : Collectif "Anti INB"
Cédex 33
21910 Noiron-sous-Gevrey
Tel. 06.03.43.94.25

Courriel : collectif.inb@free.fr
Internet : www.collectif.inb.free.fr

Nous avons besoin de soutien sur le terrain, mais aussi financier pour poursuivre l'information des populations.

Collectif Anti-INB

Cotisations par personne :
Membre Adhérent= 5 euros
Membre Honoraire= 20 euros.

Les brico-thèmes : le plaisir de faire soi-même

Il s'agit d'un excellent hors-série du magazine *Système D* de juillet 2002 qui présente de façon complète et détaillée comment fabriquer sa propre installation en énergie renouvelable. Voici le sommaire :

- une éolienne multipale
- une éolienne à vitesse constante
- une éolienne à deux rotors
- une éolienne de pompage
- le chauffage solaire
- des capteurs pour l'eau chaude
- le solaire pour la piscine
- le chauffage solaire à air

- une cuisinière solaire
- solaire : orientation automatique
- réussir une installation photovoltaïque
- une micro-turbine micro-électrique
- un «béliet» hydraulique
- un générateur de gaz méthane
- la géothermie

Bourré de nombreux conseils et adresses, ce hors-série de 80 pages est disponible auprès du Réseau «Sortir du nucléaire» (8 euros, port compris). A commander au 9, rue Dumenge, 69004 Lyon.



A ÉCOUTER

STOP BURE

Un CD pour 11 titres radicalement antinucléaires

C'est suite à la mobilisation de deux associations, *Délirium Pas Mince* et *6 Sons*, sur le grave problème de l'enfouissement irréversible des déchets radioactifs, qu'on a décidé de s'engager plus «profondément» (façon de s'exprimer). Comme notre domaine de prédilection s'avère être le réveil dynamique de la vie culturelle en plein milieu rural, on a pensé que le mieux, c'était de ramener notre science dans ce qu'on savait faire le mieux, et que c'était chouette et utile à la cause de réaliser une super compil, «STOP BURE», de chansons spécifiquement antinucléaires, en coordination avec le collectif des associations qui luttent contre l'enfouissement avec le soutien du Réseau «Sortir du nucléaire».

Tout le monde a été emballé par le projet qui a créé une véritable émulation artistique, passant du 3 titres original à ce 11 titres qui a vu le jour début mai



2002, pour éveiller les consciences et financer la lutte contre le pseudo labo de Bure, grâce aux bénéfiques engendrés par la vente de ce CD.

Notons que les artistes ont offert leur morceau gracieusement. Merci à eux et à tous ceux qui nous ont aidés à réaliser ce disque, mais merci surtout à tous ceux qui croient que tout est encore possible, mais qu'il faut se magner, la terre se meurt... Rendez-vous sur le terrain... En espérant sincèrement (mais sans trop d'illusions) que notre initiative hautement culturelle fera arrêter leur folie furieuse et qu'on ne sera pas obligé de faire intervenir «les trompettes de Jéricho».

Hil - Maître d'œuvre du CD
«Stop Bure»

N'attendez pas pour commander le CD «Stop Bure» (10 euros, port compris) à : Réseau «Sortir du nucléaire», 9, rue Dumenge, 69004 Lyon.

Réseau «Sortir du nucléaire»
9, rue Dumenge, F - 69004 Lyon
Tél. 04 78 28 29 22 • Fax 04 72 07 70 04

Retrouvez-nous sur internet :

www.sortirdunucleaire.org

Courriel : rezo@sortirdunucleaire.org

Lettre d'information n° 19 • octobre 2002 • Abonnement pour un an : 10 €

Directeur de publication : Patrice Bouveret

Merci à Lidwine, Philippe Geluck, Pierre et Deligni pour les dessins. Merci à Gérard Roy et à Raymond Vignal pour les corrections. Maquette : Casseurs de pub.

La reproduction des articles est autorisée et vivement conseillée sous réserve d'en indiquer la source et le nom des auteurs.

CPPAP : 75 626 • ISSN 1276-342 x • Tirage : 16 000 exemplaires

Imprimé par Fayolle (69) sur papier 100 % recyclé.